

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 22 FÉVRIER 1978 - N° 638

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

## DEFFERRE : VOTEZ A GAUCHE... POUR ÉVITER UN NOUVEAU MAI 68

Gaston Defferre, que l'on cite souvent comme le possible ministre de l'intérieur d'un gouvernement de gauche, a le mérite de la franchise. « Si par malheur, la droite l'emportait, notre pays subirait d'abord une aggravation de la crise économique, puis probablement une explosion sociale, telle que mai 68 paraîtrait avoir été un jeu d'enfant. Tout pourrait alors se produire, l'aventure d'extrême droite, ou l'ouverture d'extrême gauche, avec dans les deux cas la perte des libertés ». La peur d'un nouveau mai 68, voilà l'argument principal de Defferre pour faire voter à gauche. On ne peut indiquer plus clairement la vraie nature du projet du PS : gérer pour le compte de la bourgeoisie la crise, limiter les luttes sociales, imposer la collaboration de classe aux travailleurs. Il est vrai que Defferre est coutumier du fait : déjà en 74 lors des élections présidentielles il avait fait des déclarations identiques.

La PCF à l'époque n'y avait pas vu un tournant à droite, et s'était tu. Il n'a pas trouvé non plus opportun pour l'instant de relever cette dernière déclaration, tant affairé à polémiquer avec le PS sur les voix socialistes qui ont manqué à son malheureux Roméo, candidat battu dimanche dans le Val de Marne. Mais après tout Séguy n'a-t-il pas promis pareillement la paix sociale, si des ministres PCF siègent au gouvernement : « Nous avons suffisamment d'autorité pour garantir à un gouvernement de gauche qui respectera ses engagements l'économie de la plupart des conflits sociaux. En y mettant le prix, un gouvernement de gauche peut avoir en nous bien mieux que des alliés, des partenaires ».

Voilà pour les lendemains immédiats de mars 78 des déclarations bien similaires, au service d'intérêts publics divergents, mais toutes tournées contre les travailleurs et leurs luttes. Nous voilà prévenus !

## ACCIDENTS DU TRAVAIL: LES CHAROIGNARDS

### Le gouvernement « prend des mesures »



Désiré Gosselin, ouvrier mineur de 54 ans est mort au fond de la mine, fosse Arembert, dans le bassin du Nord. Écrasé par un chariot.

Tous les jours, plus de dix ouvriers sont tués à leur travail. Assassinés, disent leurs camarades qui savent que dans ce pays, le profit tue plus que certaines maladies.

Le gouvernement a, une fois de plus, l'audace de se saisir des accidents du travail pour se donner une image sociale. Un conseil interministériel s'est en effet réuni mardi matin pour écouter un rapport de Beullac, se « féliciter » de l'action passée du gouvernement et des dernières lois votées en matière de

sécurité du travail, sur un terrain qui n'est apparemment pas électoral, à trois semaines des élections.

Au delà du caractère scandaleux de l'utilisation du sang ouvrier pour une campagne électorale, les décisions gouvernementales permettent de mesurer l'ampleur de l'échec de ce thème cher à Giscard : la réévaluation du travail manuel, la lutte contre les inégalités. Échec dans les faits : il y a eu en 1977 2 021 000 accidents du travail (non compris accidents de la route) et 4 000 tués. Échec sur le fond : les simagrées de Stoléro n'ont pas eu le moindre écho dans la classe ouvrière. La semaine du travail manuel est apparue pour ce qu'elle était : un spectacle-propagande.

Un échec à l'image de celui du « consensus » giscardien.

## IRAN : LE CHAH MASSACRE

### L'armée tire sur les manifestants, des centaines de morts

L'armée a tiré sur une manifestation à Tabriz, la seconde ville d'Iran, il y a eut des centaines de morts et des milliers de blessés. Selon un communiqué du Mouvement de Libération de l'Iran, l'armée avait encerclé la ville au matin de la manifestation, toutes les lignes téléphoniques avaient été au préalable coupées ce qui indique qu'il s'agit d'un massacre délibérément organisé. La manifestation de Tabriz était convoquée

à l'occasion de la cérémonie à la mémoire des morts de la manifestation de Qom, qui selon la tradition musulmane se déroule quarante jours après.

A Téhéran, Tabriz, Qom, Meshed, Chiraz et les principales villes d'Iran, les magasins étaient fermés. Des incidents auraient également eu lieu dans certaines villes, on cite Tanis et Chiraz.

6 mois avec sursis  
requis contre Dupin

## L'accusé organise le vrai procès

Le procès de Frank Dupin ne s'est pas déroulé comme prévu. A l'annonce du dépôt de partie civile par l'association fascisante « Laissez les vivre », le militant du MLAC et ses défenseurs sont sortis de la salle d'audience. A l'extérieur du tribunal, ils ont tenu le procès de la loi Veil et de son application. Leur verdict : « ravotement libre et gratuit ».

Verdict du tribunal pour Frank Dupin : six mois de prison avec sursis.

(Lire en page 6)

## IBM prépare l'après-mars

IBM a décidé de transférer en Allemagne son centre de diffusion des pièces détachées à destination du monde entier, qui est installé à Orly. Cette décision correspond aux intentions des firmes américaines d'exercer des pressions en France en cas de changement de majorité. En déménageant son centre, IBM supprime une possibilité de représailles.

(Lire en page 4)

## Les profiteurs du froid

Plus de cent véhicules se sont percutés sur l'autoroute Lille-Dunkerque, mardi matin. Une nouvelle manifestation d'une vague de froid que certains n'ont pas hésité à utiliser à leur profit...

(Lire en page 6)

**Pour demain :**  
**un film,**  
**une arme**  
**dans la bataille**  
**politique de 78**

(Lire en page 2)

**Dans la bataille**  
**avec**  
**les candidats**  
**de l'U.O.P.D.P.**

Pas de Calais

(12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> circonscriptions)

Lire en pages 8 et 9

# POUR DEMAIN

## ● un film ● une arme dans la bataille politique de 78

— Loïc Le GARREC —

### Un film militant, oui...

Quand on entend parler de «film ou cinéma militant» on pense hélas encore souvent à ce genre de films pleins de bonnes intentions mais dont le résultat est décevant : luttes ou discours politiques grossièrement illustrés par des images et des sons qui souvent laissent à désirer.

Loin de susciter l'adhésion des travailleurs le «film dit militant» souvent ne convainc pas, on est à mi-chemin d'un tract et d'un film.

Dans le sillage de mai 68 on a vu fleurir de nombreux films retraçant les luttes. Ces films ont joué un rôle positif de popularisation et ont commencé à montrer que le cinéma pouvait devenir une arme entre les mains des travailleurs. Mais leur limite a consisté à en rester au simple documentaire, à la popularisation, ou tout au plus à offrir comme seule perspective la succession ou la généralisation des luttes populaires.

A l'inverse un courant dogmatique marginal a tenté d'introduire dans le cinéma des analyses globales, souvent confuses pour rompre avec ce courant spontanéiste. Tel est le cas de Cinéthique qui derrière un certain langage hermétique arrive mal à cacher son impuissance dans la réalisation. Et le résultat se mesure souvent aux quelques personnes restées dans la salle jusqu'à la fin des projections.

*Pour demain* est un film militant qui constitue une première rupture avec un type de cinéma gauchiste où la bonne intention des auteurs suffit à les classer trop vite dans la catégorie : «progressiste» ou «militant» ; «rouge» peut-être, mais «expert» encore moins...

### ...Mais de qualité

Dès le début de la réalisation de ce film le choix s'est trouvé posé : simple documentaire illustrant par des interviews et des reportages tel ou tel point d'analyse politique ou film ayant son scénario, son histoire, ses dialogues et retraçant à partir de là les principaux points de la ligne politique du PCR ml. Le fait de s'être engagé dans cette dernière voie marque précisément cette volonté de réaliser un véritable film.

A travers l'histoire d'une employée des PTT à Paris, membre du PCR ml et de sa camarade de travail, membre du PCF, le film montre la réalité de l'exploitation et de l'oppression capitaliste, la pratique des partis de gauche et comment au contact des marxistes-léninistes cette militante de base du PCF est amenée à prendre conscience de la vraie nature du PCF. L'action se déroule principalement dans la région parisienne mais le rassemblement communiste du 27 novembre dernier est l'occasion de montrer par de très belles images la réalité de la région Nord-Pas de Calais, la vie et le travail des militants communistes.

Dans ce film les partis de gauche ne sont pas épargnés et certaines scènes font particulièrement mouche : c'est la séquence où Mauroy adjoint de Mitterrand parade aux côtés des militaires et de la bourgeoisie en place à Lille sur des airs de fanfare ; c'est la scène de la fête de l'Humanité à Paris, où l'on voit notamment Marchais, Fiterman faire assaut de démagogie dans leur discours. La tentative de manipulation des masses par le PCF, le détournement de la démocratie sont montrés avec force, grâce à des images et un travail de montage de grande qualité.

Mais *Pour demain* ne s'arrête pas à la dénonciation des partis de gauche et de leur projet. Comme son titre l'indique, il trace la voie de la lutte à partir de l'analyse de la situation politique d'aujourd'hui.

Nécessité d'unir, de rassembler toutes les forces qui s'opposent aux partis de droite et de gauche dans un vaste front de lutte : discussion et intervention lors d'une journée nationale d'action, nécessité de proposer et de définir avec les travailleurs la société socialiste de demain : scène de discussion sur les pelouses de la fête de l'Humanité.

Les propositions communistes sont introduites précisément à partir de la réalité filmée, exploitation et oppression capitalistes, pratique des partis de gauche et exposées de manière vivante à travers des dialogues aux répliques cinglantes où l'humour n'est pas absent.

Pendant la projection de *Pour demain* l'attention ne se relâche pas, les enchaînements se font assez naturellement et on est pris par le rythme même du film. Pour arriver à ce dernier résultat, il a fallu tout un travail.

### Un travail d'équipe

*Pour demain* n'est pas le seul produit d'un cinéaste professionnel même si celui-ci a joué un rôle important dans sa réalisation par sa riche expérience, notamment en ce qui concerne la prise de vue et le montage.

Ce film a été réalisé par un collectif de camarades sous la direction du parti, ces camarades dans leur majorité n'avaient aucune expérience de la réalisation d'un film et l'apport de Yann Le Masson a été de ce point de vue décisif dans ce collectif.

Le film *Pour Demain* réalisé par un collectif de camarades pour la plupart membres du PCRml vient de sortir et sa diffusion militante dans la campagne électorale a commencé. Ce film est une des armes dans la bataille politique d'aujourd'hui et dans les réunions où il a déjà été projeté, il a suscité un vif intérêt et de nombreuses discussions. Alors que l'audio-visuel et surtout le cinéma sont et restent des moyens importants dans les mains de la bourgeoisie et des révisionnistes, la sortie de *Pour Demain* constitue un événement, il marque une première étape importante dans l'appropriation de ces moyens par les marxistes-léninistes.

C'est en prenant sur leur temps de travail et de repos que les camarades ont réussi progressivement à définir un projet puis passer à sa réalisation. Il a fallu d'abord s'unifier sur le type même de film qu'il s'agissait de réaliser, des points de vue politiques qui devaient y être présents en fonction des lignes forces tracées par le comité central. Cette première unification réalisée il s'agissait ensuite d'arriver à transcrire tout cela dans une histoire et des personnages, arriver à une ébauche de scénario écrit. L'écriture des dialogues, surtout celle des discussions politiques a demandé un travail important avec les camarades qui jouaient ces scènes. Les dialogues de la scène du café à Paris ou de la scène de l'Humanité ont été repris plusieurs fois, les répliques adaptées à chaque camarade afin d'arriver à la fois à un langage vivant et politiquement juste.

Dans ce film il n'y a aucun acteur professionnel, les héros de *Pour Demain* (employés à Paris, ouvriers du Nord) ont accepté de jouer des rôles qui pour la plupart ne se différencient pas de leur vie quotidienne. Mais arriver à être naturel devant une caméra n'est pas chose si facile et dans ce travail les camarades s'y sont appliqués avec enthousiasme. Le résultat c'est malgré quelques faiblesses l'impression de spontanéité et de naturel qui ressort de la plupart des scènes.

### Une première étape

Ce film a été envisagé dès le départ comme une des armes de la campagne de mars 78 et toute la trame du film se situe dans cette période. *Pour demain* est donc ancré dans une situation concrète précise et les impératifs de la bataille politique de 78 ont

fixé en partie le temps de sa réalisation : ce film a été écrit et tourné en 3 mois, monté en un mois... Il a donc fallu aller vite et faire des choix rapidement, faute de quoi c'était la sortie du film avant mars qui était remise en cause. C'est ainsi que la totalité du scénario au départ n'a pu être réalisé, que la partie du film qui se situe dans le Nord et la scène finale du meeting du 27 novembre n'ont pu être véritablement revues et travaillées comme l'a été la partie sur Paris.

Un certain nombre de limites apparaissent clairement dans ce film. Ainsi la vision du parti qui ressort à la fin ne correspond pas à la réalité puisque le parti apparaît comme organisé principalement à Paris dans le milieu des employés alors que c'est en province, dans les grandes concentrations industrielles que le parti est principalement implanté.

*Pour demain* n'est donc pas à considérer comme un film achevé, clos sur lui-même, à la manière dont les cinéastes bourgeois envisagent leur création. D'une part il répond aux exigences d'une situation concrète, il s'inscrit précisément dans la bataille de 78. Et pour les marxistes-léninistes, il marque une première étape dans l'appropriation du cinéma par les marxistes-léninistes.

C'est parce que *Pour demain* a pu être réalisé et diffusé qu'il est possible sur la base d'un bilan précis de progresser maintenant dans ce secteur de l'audio-visuel.

Mais ces insuffisances, si elles sont bien réelles, ne sauraient masquer l'essentiel de ce film : un film militant de qualité qui constitue une arme dans la bataille de 78 et une étape importante dans la mise en place d'un cinéma communiste, d'un cinéma de Parti dans notre pays.

## POLITIQUE

● Antenne 2 et Europe 1 parlaient à propos du face à face Marchais-Peyrefitte de lundi soir, du plus grand débat de la campagne électorale. Parler de débat en l'affaire est un bien grand mot, et les téléspectateurs auront eu du mal à saisir dans cette émission un argument nouveau ou inattendu. Marchais et Peyrefitte en comédiens accomplis du petit écran, ont joué le rôle qu'on leur a vu jouer des dizaines de fois. A Marchais les tirades mécaniques sur le PCF parti des pauvres, tirades pourtant bien impuissantes aujourd'hui à rassurer ne serait-ce que les militants du PCF, désorientés par les buts visés par l'équipe de Marchais dans ses marchandages vitupérant avec le parti socialiste. A Peyrefitte le cynisme embarrassé et mondain, pour essayer de justifier, le bilan de 20 ans de gestion par la droite.

20 h 35 tirage au sort, c'est Marchais qui commence ; doucement comme pour se rôder, «Vous êtes le représentant de la droite réactionnaire, je suis le représentant de la gauche, donc des travailleurs». Il attaque sur le terrain du bilan social de la droite depuis 5 ans.

Au tour de Peyrefitte. Surprise : il évite les questions, et embraie sur la

manière dont Marchais vantait l'URSS et ses «libertés» dans un même débat il y a 5 ans. Marchais est décontenancé l'espace d'une seconde. Il se reprend, démontre que la citation fournie par Peyrefitte «Soljenitsine n'est pas réprimé» est... incomplète.

Il contre attaque dans la foulée, traite son adversaire de menteur et lui ressort

## Marchais-Peyrefitte sur Antenne 2 et Europe 1

# PARLER DE «DÉBAT» EST UN BIEN GRAND MOT

à son tour une citation embarrassante : «Giscard est le symbole de la droite réactionnaire». Fin du 1<sup>er</sup> round.

Marchais énumère les réalisations du régime depuis 5 ans : une liste pleine de détails insignifiants pour la plupart, mais longue. Là encore Marchais refuse de s'engager, fait une diversion, en s'en prenant aux 2 «journalistes-arbitres». «Si c'est 3 contre 1 je m'en vais» et il se lance sur sa tirade favorite : la misère, donc le changement, donc le vote PCF. Surprise à nouveau, Peyrefitte répond sur un terrain sensible pour le PCF, «Vous n'avez pas le monopole de la représentation des travailleurs».

(...) D'autres aussi sont issus d'un milieu pauvre (...) Vous récitez vos discours, tout le monde connaît vos disques par cœur». Ces arguments de bon sens, qui pouvaient être efficaces dans la bouche d'un tiers, interpellant Marchais vont suffisamment embêter celui-ci pour qu'il esquivé à nouveau et redémarre... sur la misère et le changement. Fin du 2<sup>e</sup> round.

Après un court échange sur la hiérarchie et les multiples passages de Marchais à la télé, («15 fois plus que moi en 5 ans» dira le représentant de la droite), le combat en vient à la manière de surmonter la crise. Peyre-

fitte évoque le cas exemplaire à ses yeux, de la RFA et du Japon. Ça y est, Marchais jubile, il tient son argument massue : «J'ai été au Japon, c'est le pays le plus retardataire, les ouvriers n'ont pas de vacances, vous ne voulez pas que les ouvriers prennent de vacances M. Peyrefitte !». Celui-ci recule, s'embrouille, essaye d'en venir aux relations PCF-PS pour s'entendre dire que ça se «réglera» avec Mitterrand, que «c'est une affaire qui ne concerne que la gauche».

Il parle aussi «de M. Brejnev, le Marchais russe» et se fait quasiment insulter. «Soyez correct, je suis français moi mon-

sieur», dit celui qui ne rougit pourtant pas d'être allié pendant la dernière guerre travailler pour l'Allemagne nazie.

Dès lors, Peyrefitte recule de plus en plus sous les coups de boutoir de son concurrent. Il évoque la «doctrine dépassée de Marx», la «politique à l'école» qui «n'est plus la lutte de classe, mais la lutte des salles de classe», etc... Autant d'arguments d'un niveau ridiculement faibles.

Et les téléspectateurs dans tout cela ? La misère des travailleurs, le chômage, le SMIC, l'indépendance nationale, les libertés toutes ces questions étaient réduites au rang de formules creuses destinées à manœuvrer ou frapper le concurrent. Mais n'est-ce jamais autre chose d'ailleurs dans la bouche de Marchais ou celle de Peyrefitte ?

## Élections du Val de Marne

# Le PCF est pour la «discipline républicaine» à sens unique

● La politique politicienne a des méandres vraiment difficiles à suivre ! L'affaire de l'élection cantonale du Val de Marne en constitue un bel exemple.

Le PCF qui hier critiquait la notion de «discipline républicaine» et de désistement automatique au sein de la gauche, vitupère aujourd'hui contre le mauvais report des voix socialistes sur son candidat, Roméo arrivé en tête de l'union de la gauche, il y a une semaine, et battu dimanche par le candidat de droite : scandale, écrit en substance Fiterman, la discipline républicaine n'a pas joué !

En déclarant il y a quelques semaines que la «discipline républicaine» n'était qu'un moyen de faire élire fréquemment des représentants, qui une fois élus faisaient une politique réactionnaire, le PCF ne faisait que révéler une évidence... qu'il a pourtant bien souvent cachée. C'était par «discipline républicaine» que les députés PCF, en 56, ont voté les pleins pouvoirs au gouvernement Guy Mollet, qui a eu grâce à cette caution les mains libres pour intensifier la guerre coloniale en Algérie, y envoyer le contingent, et mener la guerre à outrance. Pour ne citer que cet exemple là, mais ils abondent !

En fait les protestations du PCF sur la «discipline républicaine», ne sont à retenir que quand cette «discipline» joue contre eux, c'est-à-dire en faveur du candidat socialiste.

Mais si dans le cas du Val de Marne, le PCF sort en tête au premier tour, alors bien sûr «la discipline républicaine» doit jouer à fond. C'est simple, non !

Même Fiterman, est un peu gêné pour expliquer les choses : «Prétendre que le parti communiste ne peut à la fois réclamer le désistement pour une telle élection, et ne pas l'accepter pour les élections législatives de mars, c'est déformer les faits et renverser les rôles !». Et d'expliquer laborieusement que le PC et le PS se sont mis d'accord sur la gestion «au plan local et départemental», et que donc les désistements doivent être systématiques ! Si on comprend bien Fiterman, les hommes du PS vivent à droite, nationalement, mais les mêmes hommes quand

ils gèrent les affaires au plan local et départemental sont à gauche ! Voilà qui est clair, non !

En fait le PCF, effectue là une gymnastique bien difficile. On voit bien que le rejet de «la discipline républicaine», n'est qu'un argument électoral du PCF un de plus, dans son chantage au non désistement pour faire pression sur le PS. Les raisons de principe invoquées par le PCF pour justifier le refus de désistement, apparaissent bien pour ce qu'elles sont, une simple mesure d'opportunité politicienne, rapportable après les marchandages avec le PS de l'entre deux tours.

Reste le fait, le mauvais report des voix de gauche, non PCF, sur le candidat de ce parti. L'issue du scrutin de mars dépendra pour son deuxième tour de manière importante de la manière dont vont se faire à gauche d'abord les désistements, ensuite les reports. Mais la valeur d'exemple de l'évolution du Val de Marne, reste à démontrer. Puisqu'il sem-

ble bien, malgré les dénégations d'Estier, que le PS ait mis localement beaucoup de mauvaise volonté à soutenir Roméo le candidat du PC. Le bruit sur le bourrage des urnes dans un bureau de vote au premier tour, fondé ou inventé, a été colporté par la fédération du PS du Val de Marne, qui en même temps n'a pas indiqué quel était le responsable, la droite ou le PCF, laissant par ce silence planer le doute. Ensuite il semble bien que les dirigeants locaux du PS aient colporté de bouche à oreille, la consigne d'abstention.

De là à penser que cette attitude se généralisera lors du 19 mars, il y a un pas qu'on ne saurait franchir. Le coup de semonce du Val de Marne, moyen éventuel de pression sur le PCF, n'augure rien de l'issue du marchandage qui commencera après le 12 mars entre Marchais et Mitterrand.

Juger de la qualité des reports avant ce marchandage, et les conséquences qui en découleront, serait bien imprudent.

## L'exemple de Defferre : Ramadier

Interviewé sur les ondes de France Inter lundi, Defferre a eu quelques phrases sibyllines à propos du PCF. Après avoir dit «que les communistes étaient des gens comme les autres», il en est venu à la participation de ministres PCF dans un éventuel gouvernement de gauche ; il a déclaré que celle-ci «ne poserait pas plus de problèmes qu'au temps de De Gaulle en 44-45, et après lui Félix Gouin et Paul Ramadier...»

Rappelons que la «participation» de ministres PCF au gouvernement Ramadier s'est soldée par l'éviction de ceux-ci. Defferre aurait-il déjà l'intention de suivre la voie de Ramadier !

## La pauvreté d'Hersant

«Je me suis toujours efforcé de ne jamais céder à cette tendance de la calomnie, des faits déformés, et je crois que je fais une presse honnête, loyale, et je dirais même d'une certaine pureté».

C'est Hersant qui a déclaré cela lundi, au cours d'une des très rares interviews qu'il accorde sur Europe 1. Il en a profité pour rappeler qu'il n'était pas «n'importe qui, mais le directeur politique d'un journal connu dans le monde entier. Quand ils viennent en France, les chefs d'Etat demandent à me rencontrer». Hersant a par ailleurs insisté à nouveau sur le rôle qu'il entend jouer, lui et sa presse, après mars en cas de victoire de la gauche : son empire de presse sera un bastion et un bouclier pour les réactionnaires.

## Dictionnaire des 10 000 dirigeants politiques français (Éditions Sedopolis)

Si ça vous intéresse de savoir que monsieur Joseph Le Bris est notaire, et qu'il a été candidat de l'UD 5<sup>e</sup> République aux législatives de 1967 dans la 6<sup>e</sup> circonscription du Morbihan, si ça vous intéresse de savoir que Claude Estier est né le 8 juin 1925 à Paris, si ça vous intéresse de savoir que le 4 mars 1960 le Mouvement d'Union Paysanne et Sociale a tenu une journée d'étude où il a élu un nouveau comité directeur, alors le Dictionnaire des 10 000 dirigeants politiques français, vous intéressera.

Les auteurs se sont en effet livrés à un immense travail de compilation dont certains éléments peuvent être utiles.

## Communiqué de presse

Le BETOR PUB/R.P. — CFDT, auquel est rattaché le personnel des sociétés de sondages d'opinion, s'inquiète de l'utilisation des sondages, faite à des fins partiales par des instituts et une certaine presse.

Ainsi, le récent sondage publié par M. Hersant, n'a-t-il pas précisé dans sa première rédaction son origine. Le Matin de Paris, dans son édition du 17 février 1978 a précisé qu'il s'agissait de B.M. opinions. Cette société, telle qu'elle est dénommée, n'existe pas. Cette dénomination correspond en réalité à la société : Ballester Maréchal et Associés consultants. Le BETOR PUB proteste vigoureusement contre ces types de procédés :

La loi exige que le nom de l'institut soit clairement indiqué :

En outre, il serait utile que les instituts, afin de limiter les interprétations abusives des résultats, précisent pour chaque sondage :

— la taille de l'échantillon,  
— les principaux points d'enquête (par exemple pour un sondage national, les villes où ont été effectuées ces enquêtes),

— la formulation exacte de la question (concernant les intentions de vote en ce qui concerne les sondages politiques dont les résultats sont interprétés).

Ainsi pourrait-on peut-être expliquer les écarts de résultats, notamment ici, entre les sondages sur la circonscription de Neuilly, entre l'IFOP, la SOFRES et Ballester Maréchal Consultants.

Rappelons qu'à la suite d'un certain nombre de sondages donnant Florence d'Harcourt gagnante à Neuilly, Hersant avait fait publié dans le Figaro un sondage qui, évidemment, indiquait l'inverse (NDLR).

## Candidatures de soldats

# L'Humanité s'y intéresse

● L'imbroglie juridique né de la candidature d'un certain nombre d'appelés ne fait que s'accroître. L'ensemble des tribunaux administratifs s'est prononcé contre l'éligibilité des soldats, sauf un, celui de Clermont-Ferrand. Dès lors, plusieurs appelés viennent de faire acte de candidature dans les deux départements qui sont du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand, le Puy de Dôme et l'Allier.

Deux militaires du Front National ont, eux aussi, fait acte de candidature dans le Puy de Dôme «pour faire entendre la voix des appelés qui ne sont pas de la minorité trotskyste».

Les candidatures de soldats du contingent sont impulsées et soutenues par IDS (Information et Droits du Soldat, proche du PSU), l'OCT et la LCR. Contrairement à l'habitude, l'Humanité du samedi 18 évoque le problème en des termes très favorables : non seulement l'Humanité cite IDS, l'OCT et la LCR, mais elle reproduit une déclaration d'un responsa-

ble des JC qui condamne sans appel la position des tribunaux administratifs et celle du gouvernement.

Certes, la déclaration se termine par un appel à voter PCF «dès le premier tour», mais il n'en reste pas moins que la tonalité générale est plutôt favorable. Il n'y a là rien de bien étonnant. Cette «sympathie» soudaine est dictée par la tactique d'ensem-

ble des JC qui condamne sans appel la position des tribunaux administratifs et celle du gouvernement.

ble des JC qui condamne sans appel la position des tribunaux administratifs et celle du gouvernement.

ble des JC qui condamne sans appel la position des tribunaux administratifs et celle du gouvernement.

me temps que celle de Chevènement, membre du Comité directeur du PS, doit permettre un certain nombre d'actions unitaires pour l'obtention des libertés démocratiques. Et Rouge d'annoncer qu'un des candidats «se rendra aujourd'hui aux sièges du PC, du PS, de la CGT et de la CFDT solliciter une entrevue.»

La ligue trotskyste répond donc avec empressement aux appels du pied du PCF. Comme si la défense des droits démocratiques des soldats passait par l'unité avec ce «grand» parti «ouvrier».

Pourtant, en décembre 75, lors de l'arrestation des syndicalistes et des membres de comités de soldats que faisait le PCF ? Il condamnait les manifestations, appelait même la CFDT à s'en désolidariser. La ligue trotskyste aurait-elle la mémoire si courte ?

## LUTTES OUVRIERES ET PAYSANNES

Laval mercredi 22 février

## PROCÈS DE WESSAFIC CONTRE LES PAYSANS-TRAVAILLEURS

● Mercredi 22 février s'ouvre à Laval dans le Maine et Loire, un procès d'une importance déterminante pour la lutte des éleveurs intégrés. La firme Wessafic assigne trois paysans-travailleurs au tribunal correctionnel de Laval pour diffamation. Il s'agit de Dominique Froger (de la Mayenne), Joseph Bouvier (de la Haute-Savoie) et Jean-Claude Olivier (de la Sarthe).

Elle leur réclame 25 millions de centimes de dommages et intérêts et 1 500 000 centimes de frais d'insertion de jugement dans la presse. Ce que leur reproche la Wessafic, c'est de l'avoir «diffamée»

Les trois paysans-travailleurs cités par la Wessafic ne sont pas éleveurs de veaux. Ils ne sont pas les auteurs du tract ni de l'affiche et enfin ils n'ont jamais travaillé avec la Wessafic. Deux d'entre eux sont des «boîtes à lettre» pour le CLEI et leur nom était cité sur le tract. Le troisième est directeur de publication de *Vent d'Ouest*, le journal de

l'Association nationale paysans-travailleurs ; la Wessafic le cite à titre de «directeur de publication du CLEI» (alors que le CLEI n'a pas de publication) parce que sur l'affiche, se trouvait l'adresse du CLEI, la même que celle de *Vent d'Ouest*. C'est donc bien l'association Paysan-travailleur que veut toucher la Wessafic par ce procès.

dans un tract et une affiche qui dénonçaient ses pratiques : produire de la mauvaise farine, vendre un insecticide dangereux et ruiner les éleveurs (voir *Quotidien du Peuple* du 16 février). Le CLEI (Comité de Liaison des Eleveurs Intégrés) qui, par l'intermédiaire des trois paysans-travailleurs cités est directement mis en cause, a organisé depuis le mois d'Octobre une riposte massive à la Wessafic.

Muni d'un solide dossier constitué à partir d'une enquête minutieuse et touchant tous les aspects de l'affaire, le CLEI veut faire de ce procès le procès de la Wessafic et de la pratique de cette firme intégratrice.

## QU'EST-CE QUE LE CLEI ?

Paysan-travailleur même depuis les années 70 des luttes victorieuses contre les firmes intégratrices. Ce fut Sanders, dans le Sud-Ouest en 72, Chante-grain, les fermiers savoyards dans le Sud-Est, Bridel, l'UFAC etc... A chaque lutte se crée un comité de défense qui regroupe lar-

gement les éleveurs intégrés victimes de la firme intégratrice.

En 1974, se crée à l'initiative des comités de défense de la région Rhône Alpes et du Sud Ouest et sous l'impulsion de Paysan-travailleur, le Comité de liaison des Eleveurs intégrés. En effet la multiplication des comités de défense et la présence d'une même firme dans plusieurs endroits de France nécessitaient une organisation plus structurée et de dimension nationale. Les objectifs que se fixe le CLEI sont les suivants : un échange d'expérience entre comités de défense, des conseils juridiques d'avocats qui travaillent avec le CLEI, des dossiers sur les firmes, leurs pratiques et leur stratégie en expliquant le mécanisme de l'exploitation du travail, une Coordination nationale durable et une aide pratique à la création et à la lutte de comités de défense. Un film de mobilisation «Des dettes pour salaire», réalisé pour la lutte contre Sanders sert depuis 1973 la lutte de nombreux comités de défense. Le CLEI est une structure ouverte à

laquelle quiconque peut adhérer. Paysans-travailleurs en assure le support syndical.

Les éleveurs intégrés regroupés dans le CLEI ont jusqu'ici gagné leurs luttes. Ils ont, sur place, développé un rapport de force contre la firme en se regroupant et en agissant avec détermination, directement contre la firme (ou la coopérative) intégratrice. Pour de nombreux éleveurs intégrés le choix est simple : gagner face à la firme ou partir.

## LE CLEI ORGANISE LA LUTTE CONTRE LA WESSAFIC

Le comité de défense contre la Wessafic rejoint le CLEI au printemps 1977. Bien avant cette date, déjà, des éleveurs ont eu des «ennuis» avec la Wessafic, se battant seuls, ils ont perdu leurs procès. En 1974, naissent un comité de défense dans l'Isère, un autre dans le Maine et Loire et un en Vendée. En 1975 un comité national était créé sous l'égide de la FNSEA : cependant les procès ne sont pas gagnés pour autant. Les dettes des éleveurs atteignent aujourd'hui la somme de 80 millions !

Dès le 5 juillet à Nantes le CLEI organise une manifestation au siège social de la Wessafic pour contraindre la Wessafic à recevoir les éleveurs. Nantes c'est aussi l'endroit où ont lieu quasiment tous les procès des éleveurs, de n'importe quelle région de France : (il faut signaler que Levêque, le directeur de la Wessafic était juge au tribunal de commerce !) Un début de négociation entre les éleveurs en litige, les délégués des comités de défense et les patrons refusent d'inclure le cas de Métal (voir QdP du 25 janvier) dans les négociations. Une campagne d'information est alors lancée avec le tract et l'affiche en question, ainsi qu'une enquête nationale sur la pratique de Wessafic. C'est alors que Wessafic attaque Paysan-travailleur en diffamation. L'enquête de son côté porte ses fruits : 250 éleveurs de trente trois départements se sont fait connaître au CLEI, pour expliquer les problèmes qu'ils avaient avec Wessafic, et la liste n'est pas close... Les symptômes des éleveurs touchés sont toujours les mêmes. Ils sont de deux ordres : la

Manifestation  
mercredi à Laval  
contre la Wessafic

mauvaise farine qui empêche les veaux de profiter normalement et en fait crever certains ; l'emploi de l'émulpan, insecticide à base de lindane qui rend la viande toxique et intoxique les éleveurs (certains l'ont été gravement). L'arme de Wessafic pour exploiter les éleveurs, c'est le contrat qui lie la firme à l'éleveur et qui provoque l'endettement, puis les procès, enfin la ruine. Ce sont tous ces aspects de la pratique de Wessafic qui au procès, en s'appuyant sur le témoignage des éleveurs touchés, et étayée sur l'effet du Lindane (nous y reviendrons demain).

LAVAL : JOURNÉE  
NATIONALE  
DES ELEVEURS  
INTÉGRÉS

L'enjeu du procès est de taille : en effet la Wessafic est une fidèle de deux trusts, un hollandais la Wessanen, liée à Unilever, et un français, la compagnie Franco-indochinoise, liée à la Banque d'Indochine (rachetée par Suez en 1974). Pour affronter le CLEI, elle a fait appel à l'IFAA (Intersyndicale des Fabricants d'Aliments d'Allaitement) et ne veut négocier que par son intermédiaire. Il faut savoir que l'IFAA est une branche du SNIA (Syndicat des industriels de l'alimentation animale) qui est lui-même relié au CNPF. C'est donc avec l'appui du Syndicat patronal que pour la première fois, une firme attaque directement le CLEI et Paysan-travailleur. Inquiétés des victoires remportées par les éleveurs intégrés les firmes veulent porter un coup d'arrêt à leurs luttes. Outre la mise en cause des pratiques des firmes intégratrices, c'est bien aussi un problème de liberté syndicale qui est en question dans ce procès. C'est pourquoi le CLEI organisera un meeting permanent à côté du palais de justice de Laval, où prendront la parole différents comités de défense de toute la France. Une manifestation est prévue à 10 heures, place de la Trémouille à Laval.

La mobilisation doit être importante pour faire reculer les firmes et la justice. Tous au procès à Laval, mercredi 22 février ! Mobilisons-nous pour la victoire contre Wessafic !

Nadine CHATRAS

Les manifestants entourent M. Levêque lors de l'occupation des locaux de la Wessafic en juillet dernier.



## LE MAGASIN IBM D'ORLY DÉMÉNAGE EN ALLEMAGNE

● Les syndicats CGT et CFTD d'IBM France tenaient lundi, à Paris, une conférence de presse, pour relater la décision (non encore officielle mais bien réelle), du trust américain, de déménager dans les semaines à venir son unité d'Orly. Cette unité est le magasin de pièces détachées fournissant les ordinateurs IBM du monde entier, exception faite de l'Amérique du Nord. Une menace qui aurait de multiples conséquences pour les travailleurs.

La filiale française d'IBM emploie environ 20 000 personnes réparties dans trois secteurs : le secteur «ordinateurs», le secteur «grande diffusion» (matériel de bureau) et le secteur «production» chargé du montage des ordinateurs, des composants et des cartes d'ordinateurs.

IBM est un des premiers trusts mondiaux, avec un chiffre d'affaires de 10 747 millions de francs pour l'année 77 et un bénéfice net de 788 millions de francs. Au centre d'Orly, encore appelé COP (Central Ordering Point), les employés touchent un salaire qui va du SMIC à 2 200 F maximum pour les plus anciens. C'est d'ailleurs pour cela qu'ils sont actuellement en grève pour

réclamer l'application d'une prime de 40 centimes de l'heure que la direction avait «accordée».

La direction générale d'IBM, après être intervenue personnellement auprès de la direction du centre d'Orly, a pris officiellement prétexte du mouvement en cours et du «climat général» y régnant depuis quelque temps pour décider de transférer ce centre vers l'Allemagne fédérale. Cette décision, si elle venait à être appliquée, serait grave du fait que 300 employés se retrouveraient à la rue, mais pour d'autres raisons également : le centre IBM d'Orly a en effet cette particularité d'être le point de stockage des pièces de rechange de l'ensemble

des ordinateurs IBM du monde, excepté ceux d'Amérique du Nord (Canada, Etats-Unis) où est située la maison-mère.

Le transfert de ce centre en Allemagne fédérale aurait pour première conséquence que les établissements IBM du monde entier devraient s'approvisionner pour leurs pièces de rechange, directement dans d'autres usines IBM productrices. La France, elle, n'aurait plus de pièces de rechange, une fois déménagées celles d'Orly, à moins qu'elle ne fasse aussi appel à d'autres usines IBM de par le monde.

Le problème est qu'IBM, en fermant son magasin d'Orly, envisage de boycotter la France, ce qui veut dire qu'elle se retrouverait avec un parc d'ordinateurs vite inutilisables puisque non réparables !

Tel semble bien être l'objectif d'IBM qui a pris sa décision trois semaines avant les échéances électorales de mars, où la

gauche a de fortes chances de parvenir au gouvernement. Dans ce cas, pour IBM la France ne serait plus un pays «politiquement sûr». Non pas que l'impérialisme français, avec un gouvernement de gauche, même avec l'application des nationalisations vues par le PCF aurait la possibilité d'avoir le contrôle sur IBM : les brevets du trust sont, bien entendu, aux Etats-Unis et c'est lui qui contrôle les investissements.

Ce qui gêne IBM et l'impérialisme américain derrière lui, c'est que la mise en place d'un gouvernement de gauche avec le PCF pourrait éventuellement être, à terme, le premier pas pour celui-ci vers la réorientation des échanges de l'impérialisme français, et notamment les importations en provenance d'autres pays... comme ceux de l'Est.

C'est donc bien à un chantage que se livre, par le biais du puissant trust IBM, l'impérialisme américain !

## «Dettes pour salaire»

L'Association de Défense des Eleveurs-Agriculteurs (ADEA) a réalisé, pour servir la lutte contre Sanders en 1973, un film avec l'aide des militants cinéastes du «Front Paysan» : «Des dettes pour salaire». Ce film, élément de mobilisation dans la lutte contre Sanders, est utilisé régulièrement par de nombreux comités de défense qui ont à se battre contre les firmes intégratrices. On peut se le procurer auprès du CLEI, 36 rue de la Croix-Nivert - 75015 PARIS.

Henri Krasucki (secrétaire de la CGT) :

## «PAS QUESTION DE CHANGER DE LIGNE DE CONDUITE»

Devançant légèrement la parution de *La Vie Ouvrière*, l'*Humanité* de lundi publie une partie de l'éditorial d'Henri Krasucki, secrétaire de la CGT, qui reprend les récentes déclarations de Georges Ségué après le chiffrage du Programme commun par le PS : ce chiffrage «est à l'opposé de ce que la CGT et les partis de gauche, y compris le PS, ont dit et fait ensemble, ainsi que d'autres organisations dont la CFDT. Si demain un gouvernement dit de gauche devait nous présenter cela dans une négociation, ce serait inacceptable, impossible à signer avec la CGT. Et pour qui d'autre ? Peut-être Bergeron ? Ce n'est même pas sûr. Ce serait un singulier Grenelle de gauche. Faut-il se taire et le cacher aux travailleurs pour leur en laisser l'amère surprise ou bien en parler toute de suite avec la fermeté nécessaire ? Tout de suite, alors qu'il est encore temps.»

Ces critiques portées au chiffrage du PS, à l'austérité qu'il nous promet, sont certes justifiées. «Poursuite de l'austérité avec un autre décor, avec d'autres personnages», c'est bien ce que projette Mitterrand. Mais quant Krasucki parle d'un choix entre une «victoire et réussite d'un changement véritable ou bien

duperie à la Soarès», on a quand même envie de lui dire que si Soarès mène effectivement une politique d'austérité, le PCP de Cunhal, du temps où il était en force au gouvernement portugais, n'a pas fait autre chose.

Comment traitait-il les ouvriers qui demandaient des augmentations ? «Vous faites le jeu de la droite ! Et quand, une fois de plus, Krasucki rappelle l'importance des moyens pour réaliser les réformes, où veut-il en venir ? «Le changement, ce sont les objectifs sociaux correspondant aux besoins, aux revendications des travailleurs. Et ce sont, inséparablement, les moyens sans lesquels rien n'est possible». Vous voulez 2 400 F ? La solution, c'est de nationaliser. C'est devenu une formule dont la direction CGT n'a jamais fait une démonstration claire, pas plus que le PCF !

Car, en quoi la nationalisation est-elle une garantie que nos revendications seront satisfaites ?

Les vives critiques de la direction CGT à l'endroit du programme du PS ne tombent pas par hasard : elles sont des armes supplémentaires que se donne le PCF pour attaquer, par CGT interposée, son rival de gauche.

Car qui vient de déclarer que, si le gouvernement avec toutes les composantes de la gauche, entamait des négociations avec les syndicats, il pourrait faire l'économie de la plupart des conflits sociaux ? Ségué lui-même ! Ces conflits que Ségué promet d'étouffer en échange d'une participation du PCF au gouvernement, ce sont nos luttes, nos revendications dont il sait bien que le Programme commun, sous toutes ses versions, est incapable de les satisfaire !

C'est bien de cela qu'il est question ! Car nous ne pouvons nous contenter de laisser la direction CGT clore le faux débat qu'elle a mis en scène dans *La VO*, par la formule de Krasucki : «C'est dire que les attaques ne sont pas de nature à nous étonner, encore moins à nous faire hésiter ou changer de ligne de conduite».

Non, le débat dans la CGT aujourd'hui ne peut avoir pour centre le trafic d'influence que se livrent le PC et le PS dans l'appareil. Pour les syndicalistes CGT, la question à l'ordre du jour, c'est de se battre pour l'indépendance de leur syndicat, condition indispensable pour les luttes de l'après-mars.

Monique CHÉLAN

## Congrès de l'UD-CFDT Côtes-du-Nord à Saint-Brieuc LA DÉFIANCE

Le congrès de l'UD-CFDT Côtes du Nord s'est tenu le vendredi 3, avec un peu plus de 200 délégués.

Dans cette période, les congrès syndicaux sont importants, car ils indiquent, à travers les textes présentés, comment se finiront les instances syndicales en cas de changement de majorité en 78. De ce point de vue, le rapport général de l'UD se caractérisait essentiellement par une analyse très optimiste de la situation, un commentaire de la crise nettement inspiré de la gauche, une absence d'orientation et de perspectives pour les luttes pour le moins suspecte.

Pour ce qui est de l'analyse de la situation actuelle, c'est un simple constat sans relief, où on peut apprendre entre autres que «le plan Barre ne s'attaque pas aux vraies causes de l'inflation : inégalités, fraude fiscale, cadeaux aux entreprises, non-impositions, sur la fortune». Ces points, comme chacun sait, devant être résolus par la gauche, tout ira bien ! La crise du capitalisme, ça ne serait que cela ?

Dans la partie «action», là aussi, on a une simple description des luttes menées : dans plusieurs d'entre elles (Nouvelles Galeries, Mammoth), on ne sait même

pas comment elles se sont terminées : qu'ont obtenu les travailleurs ? Aucun bilan n'est fait des difficultés : aux Nouvelles Galeries, la lutte a duré un mois, on nous dit que le personnel est resté déterminé jusqu'au bout, et l'issue de la lutte a été totalement négative ! Sufit-il alors de dire que le patron a pris une attitude dure, et que la CGT du magasin de Dinan n'avait rien fait ? On se rappelle ici comment rapidement à l'époque, l'accent avait été mis plus sur les négociations que sur la construction d'un rapport de force.

Est-ce un hasard si dans la partie «Action», rien n'est dit ni du Comité de chômeurs, ni des menaces de licenciement et de la mobilisation à l'abattoir Gilles de Collinée. Pour ce qui est du Comité de chômeurs, il développe son action dans un sens qui ne plaît pas toujours aux dirigeants départementaux : quand il met en cause la municipalité PS de Saint-Brieuc, par exemple. Cela suffit à expliquer le silence sur son activité. Pour l'abattoir Gilles de Collinée, c'est beaucoup plus grave, car c'est un peu le symbole d'une évolution négative au sommet de la CFDT ici : de plus en plus sont gommées des formes de lutte efficaces et propres à la

CFDT, qui lui avaient permis d'avoir une grande audience auprès des travailleurs (Joint Français, Comités de soutien...), au profit d'une attitude «modérée» et «responsable». Par exemple, dans la formation du Comité de soutien aux travailleurs de chez Gilles, ont été exclus d'office ceux qui n'appartenaient pas aux organisations «responsables» (c'est-à-dire la gauche), ou aux notables du coin (maires, conseillers généraux...). Au moment où les menaces de licenciement se précisaient nettement à Collinée, le silence sur ce qui se passe là-bas est révélateur.

Tout ce qui précède montre que l'absence totale de perspectives dans ce rapport est bien plutôt la perspective de ne pas gêner un éventuel futur gouvernement de gauche.

Une partie importante des adhérents CFDT du département a ressenti ces ambiguïtés : par exemple, lors d'une réunion du secteur SGEN-CFDT de Saint-Brieuc, le vote a donné 7 contre, 2 pour et 11 abstentions.

Au Congrès lui-même, sur 901 mandats, si 253 se sont prononcés pour, il y a eu 71 contre, et 488 abstentions ou refus de vote.

Corr. Saint-Brieuc

## LUTTES OUVRIÈRES

Le mouvement des travailleurs mauriciens au cabinet de Barre

## EXIGEONS LA RÉGULARISATION DE TOUS !

Le cabinet de Barre, par l'intermédiaire de Bonnacorse, a dû enfin recevoir le mouvement des travailleurs mauriciens en lutte. Le mouvement, au cours de l'entrevue, a exigé à nouveau l'attribution de cartes de travail et de séjour pour les 538 travailleurs dont ils avaient déposé le dossier, et qui, s'ils avaient un travail jusqu'ici voyaient leurs patrons refuser la régularisation. Il reste, une fois que ces travailleurs auront été régularisés (la réponse sera donnée dans huit jours) au moins 1 500 autres travailleurs dont les patrons refusent toute régularisation tout en jouissant de la plus totale impunité !

Sur ce deuxième point, Bonnacorse, déclarait qu'il prendrait contact avec le ministère de l'Intérieur, sans plus de précision ! Le mouvement des travailleurs mauriciens, a exigé la sa-

tisfaction d'une revendication très importante, à savoir la «reconstitution de la famille mauricienne en France». En effet, les femmes mauriciennes en France, ne sont pas reconnues, par le gouvernement et l'ONI comme «chefs de famille» ! Cela veut dire, que les travailleuses mauriciennes (majorité de l'immigration de ce pays) ne peuvent remplir aucun papier et donc ne peuvent faire venir leur mari, ni leurs enfants en France ! Si la femme est divorcée les enfants peuvent venir en France, si la femme possède un logement HLM mais pour cela il faut un salaire de 3 000 F ! Les femmes mauriciennes avaient été voir Pasquier chargée de la «condition féminine» et parait-il de sa promotion : rien ne ressortait bien évidemment de cette entrevue. Toujours pour la même raison, les

femmes mauriciennes n'ont droit à aucune allocation familiale si leurs enfants ne sont pas en France ! Le représentant de Barre, sur ce point répondait que de ce côté là, il n'y avait pas d'engagement entre les deux gouvernements et que cela demanderait du temps !

Le dernier point exigé par le mouvement : le retour du porte parole du mouvement des travailleurs mauriciens, Ramgooham qui a été refoulé en mars 77.

Bonnacorse osera dire qu'il allait contacter le ministère de l'Intérieur, pour prendre connaissance des motifs précis de cette expulsion !

En ce qui concerne la régularisation des papiers, les dirigeants du mouvement faisaient remarquer à plusieurs reprises, l'impunité dont bénéficient les



Les travailleurs mauriciens exigent la régularisation de tous.

patrons employant les travailleurs mauriciens. Ainsi en 1976, plusieurs demandes de régularisation furent faites mais les ministères répondirent par le refus, arguant du fait, devant certains travailleurs, qu'ils

étaient employés chez des «mauvais patrons» qui avaient déjà été pénalisés pour emploi de travailleurs non en règle ! Drôle de démonstration, qui atteint son sommet, quand on sait que les travailleurs dans

ce cas, toujours non régularisés, doivent continuer à travailler chez le même patron, le gouvernement fermant les yeux. C'est dans huit jours que le cabinet de Barre doit faire connaître ses décisions.

## M<sup>e</sup> Normann refusé comme défenseur de Croissant

L'arsenal de décrets et la modification du code de procédure pénal allemands ont permis à la justice de ce pays de refuser un avocat français, M<sup>e</sup> Normann, de l'association internationale des juristes démocrates, sans le moindre motif. Par contre, M<sup>e</sup> Badinter, qui n'avait jamais plaidé pour Croissant a été accepté. Pour l'instant.

A n'en pas douter, l'ordre social démocrate allemand prépare à sa façon le procès qui doit compléter l'adoption des dernières mesures anti-terroristes, en tentant d'accréditer la thèse de l'avocat devenu terroriste. De même le gouvernement Schmidt montre à l'avance qu'il fera tout pour empêcher une publicité internationale au procès.

## L'accusé absent

José Tronelle, militant espagnol, s'est suicidé à la prison de la Santé avant son procès. Quatre militants espagnols avaient été arrêtés, en juin dernier pour « détention d'arme », dont un dépôt avait été découvert rue de la Clef. Ils devaient passer en procès lundi, après que toutes leurs demandes de mise en liberté aient été refusées. Pour le président de la 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle, une affaire banale, à expédier. Même s'il manquait un accusé, trouvé mort le matin même dans sa cellule de la Santé, la gorge tranchée. M<sup>e</sup> Dumas et Félice ont vivement réagi à l'attitude du président, lui demandant que des explications soient apportées sur le suicide de José Tronelle, dont M<sup>e</sup> Lévy devait dire : « S'il avait été libre, il serait présent aujourd'hui » !

## Affaire de Broglie : de Ribemont se fait mousser

Patrick Allenet de Ribemont, ex-gérant de la rôtisserie de la Reine Pédauque, et bouc émissaire choisi à l'époque par Poniowski, lance un petit caillou dans la mare de la campagne électorale : un livre dû à sa plume est sur le point de sortir, « *Echec aux princes* », sensé apporter quelques éclaircissements sur cette affaire, dont on se doute bien qu'elle mouille de très hauts personnages, sans que la moindre preuve n'en soit connue.

Il semble malheureusement que de Ribemont n'ait pas grand chose à nous apprendre que nous ne sachions déjà, et laisse même dans l'ombre certains aspects de l'affaire.

Selon le *Quotidien de Paris*, qui a recueilli ses confidences, il aurait été l'objet de pressions directes de l'Elysée, pour retarder de quelques mois la parution de son livre. S'adressant à l'ancien officier pro-OAS, un envoyé officieux de la présidence de la République lui fit comprendre que son livre risquait de « contribuer à l'instauration du collectivisme ». De Ribemont, qui voit là enfin l'occasion de faire des affaires n'a pas renoncé. La probabilité d'accidents de circulation a dû nettement augmenter...

## De nouveaux candidats soldats invalidés

Les tribunaux administratifs de Lyon et de Marseille viennent d'invalider cinq candidatures pour n'avoir pas satisfait à leurs obligations militaires. Trois appelés ont été ainsi invalidés (LCR et NAF) et deux civils, dont un sursitaire et un grenoblois en instance de dispense.

Le PFN profite de l'occasion pour présenter à son tour des candidats soldats, dans les Bouches du Rhône et à Clermont Ferrand.

# Six mois avec sursis requis contre Franck Dupin

## ● Le procès de la loi Veil

● Le procès de Franck Dupin, et à travers lui, du MLAC s'est déroulé devant une salle presque vide : l'accusé, refusant le droit à l'association fascisante « Laissez-les vivre », de s'exprimer lors de ce procès, a quitté la salle avec la majeure partie de l'assistance. Hors du tribunal, dans la Halle au Sucre, les témoignages se sont succédés, montrant la réalité de l'application de la loi Veil. Pendant ce temps, le procureur, peu favorable à « Laissez-les vivre », requérait cependant six mois de prison avec sursis contre Franck Dupin, tout en se faisant le défenseur de la loi Veil.

L'incident a rapidement éclaté, lorsque des représentants de deux associations, « Laissez-les vivre » et « l'union des professions médicales pour le respect de la vie » demandèrent à se constituer partie civile, en prétendant « défendre l'intérêt des femmes ». L'argument juridique ne manquait pas de sel, puisqu'il faisait référence à la constitution de « Choisir » dans un récent procès pour viol. En fait, selon

l'avocat de ces associations caractérisées par un mépris complet des femmes, il s'agissait pour elles « d'obtenir audience de leurs idées ».

Ce que Frank Dupin a refusé : « Nous aurions été obligés de dialoguer avec des fascistes, et cela, nous n'en voulions pas ». Odile Dhavernas, son avocate, précisait : « C'est la première fois que « Laissez-les vivre » se constituait partie civile. Nous ne sommes

pas contre la constitution d'association devant un tribunal. Mais ce n'est pas un problème d'associations. Nous nous refusons à leur reconnaître un droit quelconque de parler au nom des femmes, de les représenter devant un tribunal ».

Aux cris de « Avortement libre et gratuit », Frank Dupin et les nombreuses femmes venues le soutenir sortent alors de la salle d'audience, devant le regard médusé du président et du procureur. Et c'est dans la Halle au sucre que se déroula le vrai procès de Lille : celui de la loi Veil et de son application.

Témoignages de femmes parlant de l'horreur des avortements clandestins, témoignage de militantes de Paris qui expliquent pourquoi, malgré la loi, ils ont dû reprendre la pratique des avortements. Témoignage d'une inculpée d'Aix sur la maternité. Le MLAC reconnaissait éga-

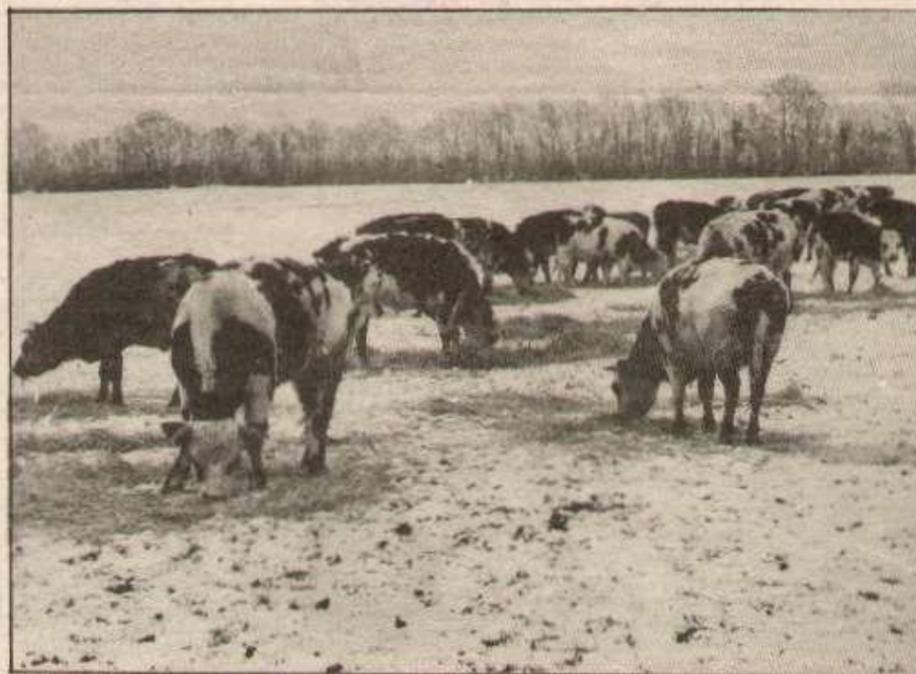
lement que la loi Veil avait entraîné une réduction importante du taux de mortalité et des septicémies.

Pendant ce temps, au tribunal, Paule Gilles, jeune fille avortée par Frank Dupin expliquait comment toutes les portes s'étaient fermées devant elles. Témoin de l'accusation, elle faisait en fait le procès de l'application hypocrite de la loi Veil. Le procureur, qui ne voulait pas donner le beau rôle à « Laissez-les vivre », devait d'ailleurs lui emboîter le pas, pour défendre la loi Veil « plus libérale qu'on ne croit », tout en reconnaissant la responsabilité d'une partie du corps médical dans la non application de cette loi. Son réquisitoire, six mois de prison avec sursis, peut être considéré, du point de vue de la justice, comme modéré. Du point de vue des femmes, il est inadmissible que la moindre sanction soit prise contre Frank Dupin.

## Froid et hausses des prix

Coulées de neige, congères, arbres et lignes électriques abattus par le poids de la glace, c'est un des aspects de la période de froid qui vient de sévir sur notre pays. Le mauvais temps aura d'autres répercussions que les trains et les voitures bloqués en rase campagne et viendra accentuer certaines inégalités. Pour certains, un surcroît de travail dans des conditions extrêmement pénibles, pour d'autres un accroissement de la marge bénéficiaire.

Le cours des légumes frais vient de faire un bond important aux Halles de Rungis. Pour le ministère des Finances, ces hausses sont normales et seul le mauvais temps est en cause. Le principe du marché capitaliste de « l'offre et de la demande » n'y serait pour rien ? En Normandie, une des régions les plus touchées (neige en abondance, suivie d'une période de gel-dégel, et maintenant de pluie), les conditions de travail des paysans sont devenues de fait très difficiles et le rythme des récoltes s'est considérablement ralenti. Les champs détrempés ou noyés rendent impossibles les arrachages mécaniques et les tracteurs restent en bordure des cultures. Seuls les exploitants agricoles disposant d'une main d'œuvre importante peuvent contribuer à sortir des légumes en quantité suffisante et profitent de la hausse à la production enregistrée ces derniers jours. Car si la demande reste équivalente, l'offre ne suivant pas celle-ci, les cours montent. Pour les ouvriers agricoles et les petits paysans, c'est pa-ta-ger dans la boue toute



la journée, transis par le froid, pour toucher juste de quoi vivre.

Pour les « expéditionnaires », ceux qui achètent aux producteurs et qui envoient la marchandise sur les marchés, le travail ne change guère, mais eux par contre profitent de cette hausse à la production, puisque leurs bénéfices sont calculés au pourcentage par rapport au prix de cette production.

D'autre part, ils peuvent répercuter cette hausse, sur les produits stockés en frigo, même s'ils n'étaient pas atteints par cette augmentation. Les légumes ne sont pas les seuls touchés, puisque par exemple le poulet vient de subir une augmentation de 11,5 %, alors que cette production n'a pas souffert du froid. Il

semble bien que les abattoirs et les grossistes prétextent cette cause pour justifier cette hausse : alors, où va la différence ? Le mauvais temps vient aussi accentuer les différences entre les petits éleveurs et les gros.

Pour les éleveurs non équipés, il y a surcroît de travail pour nourrir et soigner leurs bêtes, qui doivent rester dehors : elles souffrent du froid, la production de lait pour les vaches laitières est moindre ; une autre conséquence pour ces petits éleveurs, c'est le fait que leurs bêtes, qui restent à l'extérieur, sur le sol détrempé, agissent sur la pousse de l'herbe : le piétinement des bêtes laboure le terrain et brise les racines du fourrage qui

verra sa sortie retardée. Tandis que pour les éleveurs qui sont équipés et qui peuvent parquer les bêtes, il n'y a guère de changement dans leur manière de travailler. (En Normandie, moins de 10 % des éleveurs sont équipés en stabulation libre pour les vaches laitières). La nécessité de s'équiper se fait particulièrement ressentir en cette période, mais deux tiers des paysans ne peuvent prétendre aux « prêts bonifiés », parce que leur surface est en dessous de la surface moyenne !

Plus de travail pour les uns, plus de profits pour les autres, face aux catastrophes et aux calamités naturelles, le capitalisme perpétue et accentue les inégalités.

## Tunisie

## VERS UN CONGRES FANTOCHE DE L'UGTT ?

Alors que des mouvements de grève à l'université se poursuivent depuis le 6 février pour protester contre la répression, 12 lycéens et étudiants ont été condamnés à des peines de un à six mois de prison pour « incitation à la grève des cours ». Il s'agit pour la plupart d'élèves de terminales jugés en flagrant délit.

À l'heure actuelle, une centaine de syndicalistes, d'après le gouvernement, probablement plus, sont toujours détenus arbitrairement par le régime tunisien. Parmi ceux-ci, 10 des 12 membres du comité exécutif de l'UGTT. Une délégation de la CISL a demandé leur libération et a tenté de rencontrer Habib Achour. Il semble que Nouira profite de cette détention prolongée pour achever de démanteler l'UGTT et d'essayer de rendre crédible la nouvelle « direction » aux ordres qu'il vient de nommer. Pour entériner cette direction fantoche et priver la classe ouvrière de son instrument de lutte, le gouvernement tunisien organise le 25 février un « congrès extraordinaire de l'UGTT ». Comme il est primordial pour lui d'obtenir une reconnaissance internationale de cette prétendue direction, il vient d'envoyer de nombreuses invitations à des organisations syndicales étrangères. Une mobilisation internationale se prépare pour dénoncer cette mascarade, exiger la libération des syndicalistes et la liberté syndicale en Tunisie.

## Sahara

## Le Front Polisario dénonce l'accord de pêche hispano-américain

Dans un communiqué diffusé la semaine dernière, le Front Polisario dénonce l'accord de pêche hispano-marocain ratifié par le Parlement espagnol le 15 février. Cet accord ravive l'accord tripartite pour lequel l'Espagne en 1975 avait livré le Sahara aux régimes expansionnistes, il viole les eaux territoriales de la R.A.S.D. Le Front Polisario déclare : « Le gouvernement espagnol semble prendre à la légère les avertissements réitérés du Front Polisario qui a maintes fois souligné que les eaux territoriales de la R.A.S.D. étaient des zones de guerre au même titre que le reste du territoire national... De même que la France a pris pour prétexte de son agression

militaire la protection de ses ressortissants, l'Espagne n'est-elle pas en train de préparer l'opinion à une éventuelle présence armée qui aurait pour but de protéger ses bateaux de pêche ? ».

## OPÉRATIONS VICTORIEUSES AUTOUR DE SMARA

L'Armée de Libération Populaire sahraouie a déclenché entre le 11 et 14 février d'importantes opérations contre les troupes d'occupation marocaines dans la région de Smara. Alors que l'ensemble des positions fortifiées de l'ennemi faisaient l'objet de harcèlements, les positions marocaines à Smara ont été soumises à un tir

d'armes lourdes et automatiques pendant la nuit du 11 au 12. Le lendemain, une patrouille marocaine était anéantie par l'ALPS à quelques kilomètres de Smara : 22 soldats étaient tués, 16 véhicules et un hélicoptère étaient mis hors d'usage.

## SOMMET DE L'OUA

Le ministre des Affaires étrangères gabonais, envoyé par Bongo, président de l'Organisation de l'Unité Africaine a confirmé au cours d'une visite à Alger que le sommet extraordinaire de l'OUA sur le Sahara se tiendrait effectivement à la date fixée, en mars prochain.

## Cessez-le-feu au Tchad

Dans un communiqué commun, les gouvernements de la Libye, du Soudan et du Tchad ont déclaré qu'ils travailleraient en commun à la « réconciliation nationale » au Tchad. Le Tchad a décidé de retirer sa plainte au Conseil de Sécurité et de rétablir ses relations diplomatiques avec la Libye. De plus, à la suite de cet accord, un cessez-le-feu généralisé des différentes rébellions aurait été déclaré au Tchad.

On peut se demander sur quelles bases se fait cet accord, dans la mesure où le Tchad a un conflit frontalier avec la Libye, Malloum l'accusant de participer directement aux combats dans la région du Nord. Le fait qu'un cessez-le-feu des groupes armés se réclamant du Frolinat intervienne au moment même de cet accord semblerait indiquer que ces groupes n'ont pas une grande autonomie par rapport aux pays frontaliers du Tchad.

## Érythrée : une nouvelle guerre (1)

## « LA DROITE ET LA GAUCHE SONT CONTRE NOUS »

« La droite et la gauche sont contre nous » nous disait voici quelques jours un militant du FPLE (Front populaire de libération de l'Érythrée). La « droite » dont il est question ce sont les Occidentaux, la « gauche » c'est l'URSS et ses alliés. Les patriotes érythréens, qu'ils appartiennent au FPLE ou à l'autre mouvement de libération de l'Érythrée, le FLE, inscrivent de plus en plus nettement leur lutte de libération dans un combat contre l'impérialisme et l'hégémonisme où l'URSS devient comme les États-Unis, un ennemi clairement désigné. Cette nouvelle vision des choses est directement liée à l'engagement direct et massif de l'URSS en Éthiopie. D'ores et déjà, les maquisards érythréens doivent penser le développement de leur lutte en fonction d'un affrontement direct avec les forces et les énormes moyens militaires lancés par le social-impérialisme dans la Corne de l'Afrique.

## NOUVELLES CARACTÉRISTIQUES DE LA GUERRE

Plusieurs faits témoignent de cette évolution de la situation. Une des caractéristiques de la guerre en Érythrée, au cours de l'année 77, avait été la perte de la maîtrise du ciel érythréen pour l'aviation éthiopienne, grâce au renforcement des moyens de défense anti-aériens des patriotes, dans un pays échappant à près de 90 % aux forces terrestres d'Addis-Abeba. Or les MIG 23, livrés massivement par l'URSS, ces derniers mois et pilotés notamment par des Cubains et des Sud-Yéménites, peuvent échapper assez facilement à l'actuelle défense érythréenne. Mais, tiennent à souligner les militants érythréens, si les MIG 23 peuvent faire de nombreuses victimes, en particulier en bombardant les villes libérées, ils ne peuvent pas changer le cours d'une guerre, qui a vu en Érythrée, tout un peuple se dresser contre l'occupation. Autre fait : l'intervention de la flotte de guerre soviétique, dont plusieurs unités bombardent la côte érythréenne, est sans doute actuellement l'obstacle le plus important à la libération complète du port érythréen de Massaoua.

## LA PREMIÈRE UNITÉ TANKISTE

Mais en intervenant ainsi, les impérialistes soviétiques, comme hier les impérialistes américains pour les peuples d'Indochine, se font finalement les premiers pourvoyeurs d'armes du peuple Érythréen. C'est ainsi que le FPLE vient de constituer la première unité tankiste des forces de libération érythréennes, en s'emparant des dizaines de chars soviétiques T 54 qui venaient d'être livrés par l'URSS aux troupes engagées à Massaoua par Addis-Abeba.

Le mouvement érythréen qui s'est affirmé comme un authentique mouvement de libération n'est nullement incité par l'ampleur de l'engagement soviétique à rechercher aujourd'hui une issue dans une quelconque aide occidentale, et à essayer de s'appuyer sur une super-puissance pour combattre l'autre. Comme nous le disait début février, Nafi Kurdi, représentant du FPLE à Paris, pour faire face aux nouveaux dangers, le peuple érythréen ne compte que sur la poursuite de la guerre prolongée commencée voici 17 ans, contre un régime éthiopien soutenu par les Occidentaux et qui a permis de libérer déjà la plus grande partie du territoire.

## LES LEÇONS DE L'ANGOLA

Sans doute, les puissances étrangères chercheront-elles à tirer profit des divisions importantes qui subsistent au sein du mouvement de libération, notamment celles existant entre les deux fronts, FPLE et FLE, mais disent par exemple les militants du FPLE, on a tiré à ce sujet les leçons de ce qui s'est passé en Angola. Ainsi, même si les accords d'unité de Karthoum (20 octobre) ont eu du mal à se concrétiser, on fait généralement du renforcement de l'unité, un préalable au lancement d'une offensive pour prendre le pouvoir dans la capitale, Asmara.

Demain nous publierons ici le témoignage fourni par le bulletin de janvier de l'association des étudiants érythréens en Amérique du Nord, sur la bataille de Massaoua et son enjeu, qui dépasse largement les frontières de l'Érythrée.

Jean-Paul GAY

(A suivre)

Représentation du FPLE à Paris  
Nafi KURDI  
50, rue du Faubourg St Antoine  
75 012 Paris  
Tél : 307 50 32

## En bref... En bref... En bref...

## ITALIE

Au procès des brigades rouges qui devait s'ouvrir mardi, tous les jurés se sont désistés.

## TCHAD

En application de l'accord signé entre Hissen Habre et le gouvernement, tous les détenus politiques ont été libérés lundi, annonce la radio tchadienne.

## IRLANDE

Des communiqués contradictoires ont été publiés à la suite de l'attentat contre Mon House.

L'IRA provisoire a affirmé « sa responsabilité dans l'attaque à la bombe... dans laquelle 12 personnes innocentes sont mortes ». De son côté, le Sinn Féin provisoire a publié un communiqué affirmant que cette attaque était « contraire aux principes de l'IRA » et que le sort des victimes n'était « en aucun cas excusable ».

## ALLEMAGNE

Ils se dénomment Union démocratique et sociale. Ils viennent de quitter le parti de Helmut Schmidt, qu'ils trouvent « complice des collectivistes français ». Lors de leur congrès, tenu près des miradors de la ligne de démarcation avec la RDA, ils ont envoyé un

télégramme de bon vœux aux candidats Hinterman, et Max Lejeune.

## SAHARA

Le gouvernement mozambicain a protesté contre l'intervention militaire française au Sahara qui « ne peut que compliquer la situation et rendre difficile le travail des Nations Unies et l'Organisation de l'Unité Africaine » a déclaré le ministre des affaires étrangères.

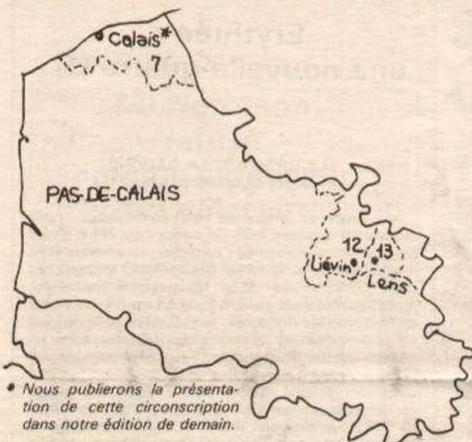
## SYRIE - URSS

Assad, le chef de l'État syrien a commencé lundi une visite officielle de trois jours en Union Soviétique.

## ETATS - UNIS

Une compagnie américaine de charbon vient de passer un accord avec les grévistes. La P et M qui exploite six mines dans le Kentucky emploie environ mille mineurs, accepterait une augmentation de salaire de 30 % sur trois ans. Par contre l'organisation patronale des mines, la BCOA à laquelle la P et M n'appartient pas, refuse toujours toute concession. Les négociations commencées en fin de semaine dernière entre le syndicat des mineurs et cette entreprise sont interrompues depuis lundi. Carter a de nouveau menacé d'intervenir.

## Dans la bataille, avec les candidats de l'Union Ouvrière



# LENS AU COEUR DU BASSIN MINIER

\* Nous publierons la présentation de cette circonscription dans notre édition de demain.

Pas de Calais (13<sup>e</sup> circonscription)



**Michèle TAINMONT**  
Enseignante

Après avoir commencé dès 1967 une activité de soutien à la lutte du peuple vietnamien, elle participe au mouvement de mai 68 et rejoint les rangs marxistes-léninistes en 69. Avec des ouvriers de Renault Billancourt elle contribue à la constitution d'une cellule communiste, puis développe les forces révolutionnaires à l'usine Chausson de Gennevilliers dans la banlieue parisienne.

Mutée comme professeur à Béthune, elle aide les jeunes du lycée technique à mener la lutte contre la réforme Haby et à se lier avec la classe ouvrière. C'est ainsi que les lycéens participent au soutien et à la popularisation des travaux de la Commission populaire d'enquête de Liévin et au soutien de la lutte des ouvriers de Cip Bailleul contre les licenciements.

Agée de 29 ans, mariée à un mineur, Michèle Tainmont est actuellement professeur au lycée polyvalent de Liévin.

La 13<sup>e</sup> circonscription est le secteur minier qui compte le plus de puits encore en activité avec la fosse 4 de Lens (plus de 2 500 mineurs) et l'ensemble de l'U.P. de Courrières (un puits à Sallaumines et 2 à Méricourt) qui rassemble 3 500 mineurs. Mais Lens elle-même jadis «cœur du bassin minier» ne compte plus que 700 mineurs en activité. Les nombreux coronas qui ceinturent la ville sont habités surtout par des veuves et des retraités. Les «Grands Bureaux» des Houillères ne sont plus à Lens mais à Billy-Montigny, parce que Courrières est désormais devenu le centre du bassin ; ses trois fosses doivent fermer en dernier, vers 1983-85, conséquence de la réduction massive de la production de charbon. Depuis janvier 1978 le Bassin du Nord-Pas-de-Calais n'est plus divisé administrativement en 6 unités de production mais seulement en deux : UP Est et UP Ouest.

Avec la récession, les conditions de travail s'aggravent dans les fosses. Rien qu'à la fosse 4 de Lens, en 1977, il y a eu trois morts et 814 blessés, soit plus d'un blessé par poste de travail ! Des télégrismètres ont bien été installés mais les mineurs témoignent que ce système est parfois défaillant et que de toute façon ils doivent travailler au-dessus du taux légal.

Avec les nombreuses fermetures de fosses il faut parfois plus de deux heures par jour pour aller au travail et en revenir, le temps d'attendre le départ du bus et de faire le trajet ; sur l'ancienne UP de Courrières un tiers des mineurs français sont des mutés d'autres puits. Les marocains embauchés après les grèves de 63 constituent près du tiers des effectifs et une proportion plus importante des mineurs de fonds. Ils sont parqués dans des camps loin des centres des villes. Envoyés en taille ou en creusement après un temps très court de formation, ils sont encore plus exposés aux risques que les mineurs français, et ne bénéficient pas des quelques avantages des autres mineurs. D'altré le chômage très important qui sévit dans la région et qui frappe surtout les jeunes, très nombreux ici, ceux-ci ne représentent pas plus de

10 % des effectifs : on hésite à envoyer son fils à la mine...

A côté des mines il existe des usines anciennes, souvent liées aux charbonnages comme Huiles Goudrons et dérivées à Vendin et Loison ; à Lens les entreprises autres que minières occupent 5 000 emplois mais presque toutes ont touchées par le chômage et la cockerie de Vendin doit fermer progressivement à partir de ce mois : 300 ouvriers seront alors licenciés. Quant à la reconversion tant promise des charbonnages, c'est un mythe : la seule usine moderne de la région, Renault-Douvin, (Française de Mécanique) est connue pour ses conditions de travail très dures : un ouvrier y est mort d'épuisement sur une chaîne. C'est pourtant l'usine modèle selon Stoléru ! Une grève très combative a eu lieu en février 77. Mais elle a été étouffée par la direction CGT aux mains du PCF qui a tout fait pour qu'elle reste isolée. La direction a profité ensuite de l'attitude de la CGT pour annoncer le licenciement de plusieurs ouvriers tous CFDT dont un délégué. Les rapports PCF et PS sont traditionnellement très «difficiles» dans le Bassin minier mais

à Lens plus qu'ailleurs. Profitant de sa forte implantation locale qui lui a permis d'être élu en 73 dès le 1<sup>er</sup> tour avec 51 % des voix, Delelis, maire PS de Lens s'est permis de faire une liste homogène aux municipales de 77. Il y a un an, il a refusé tout soutien aux chauffeurs de bus Westeel en lutte pour leurs salaires et les conditions de travail : ils assuraient l'essentiel des transports urbains de Lens, fierté de Delelis. Sa réélection cette année ne se fera peut-être pas aussi facilement qu'il y a 5 ans, le PCF ayant légèrement progressé dans la circonscription. Le rival PCF de Delelis sera Jules Tell, maire de Sallaumines, candidat depuis 1962 dont le suppléant a enlevé la municipalité de Billy-Montigny à un socialiste.

Dans cette région où les luttes n'ont pas manqué, les plus marquantes ces dernières années ont sans doute été celles qui ont clairement dénoncé la justice bourgeoise : ce fut d'abord le Tribunal populaire de 1970 après la catastrophe de Fouquières, puis l'affaire Dewèze à Bruay en 72, le Tribunal populaire de Liévin et enfin l'affaire Chapron, le 1<sup>er</sup> patron mis en prison pour la mort d'un ouvrier des HGD.



Près des puits : les coronas de Liévin

Suppléant **César GUILLERMAIN**  
Postier



## Une vie de travailleur et de militant

Depuis 1969, je suis entré comme porteur express et télégrammes au PTT. Mon grand-père était à la SFIO, mon père au PCF, secrétaire de rayon avant guerre (canton de Lannoy) et secrétaire des syndicats des douanes.

J'ai suivi la ligne tracée par deux générations : entré le 16 mars 1936 à l'usine Motte-Bossut de Leers, à l'âge de 13 ans, je pris rapidement, dès les grèves de 1936 mes responsabilités : je deviens adhérent des JC vers 14 ans (et par la suite secrétaire de l'U.J.R.F.). Je fus licencié très vite à la suite d'un interrogatoire de la gendarmerie de Wattrelos, pour avoir déchiré une affiche fasciste sur la place de Leers. L'interrogatoire fut fait à l'usine même en présence du directeur. Le dénonciateur fut descendu, en tant que fasciste, à la Libération.

Par la suite je dus faire nombre d'usines textiles, où je fus souvent délégué du

personnel et au comité d'entreprise, à l'usine Terminck, à Roubaix.

Durant l'occupation je fus requis dans un chantier forestier près d'Auberive en Haute-Marne (jeunes requis-chantier 27 02 JR-50/2). De retour chez moi à Leers, pour maladie, je ne rejoins pas le chantier. Les gendarmes de Wattrelos viennent pour m'arrêter et je dois fuir pendant une période dans le Valenciennois où j'avais de la famille.

J'ai pu aussi participer à la Libération en armes, en tant que FTP.

Engagé pour cinq ans à titre individuel et demandant de partir pour le front en Allemagne, je me suis retrouvé en Algérie, où je donnais rapidement mon adhésion au cercle démocratique.

En 1946, j'adhère au PCF. Ne pouvant plus retrouver du travail j'entrai dans une FPA de peintre en bâtiment, où je reçus mon CAP. Là aussi je fis de nombreuses

boîtes. Je fus délégué pendant 2 ans à la Lainière de Roubaix comme peintre (entreprise Demadryl).

Durant la guerre d'Algérie, ma femme et moi avons pris une part active à la lutte contre cette guerre. A maintes reprises je fus arrêté et retenu au commissariat de Roubaix pour collage et inscriptions sur les murs.

En 1966, après avoir été secrétaire de la cellule du PCF de Hem et candidat aux élections municipales, je quitte le PCF convaincu que ce parti a complètement tourné le dos aux intérêts des travailleurs, et qu'il faut poursuivre en dehors de lui, le combat révolutionnaire. Je rejoins alors les premières forces marxistes-léninistes qui se constituent.

Voici résumée brièvement une partie de ma vie de travailleur et de militant.

**César GUILLERMAIN**

## et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

# EN FINIR AVEC LES HOUILLERES ET LA GAUCHE AUX PROMESSES MENSONGERES



Au Tribunal Populaire de Liévin, le 22 mars 1975 les Houillères sont mises en accusation

Regroupant les villes de Liévin, Eleu, Avion, Loos, Mazingarbe, Bully, Grenay, Angres et Aix-Noulette, la 12<sup>e</sup> circonscription du Pas-de-Calais est située au cœur du Bassin minier. C'est un des hauts lieux de la résistance prolétarienne à l'esclavage de la bourgeoisie.

Cette circonscription est une juxtaposition de coronas, c'est-à-dire de maisons toutes identiques avec encore trop souvent en guise de rues, des chemins de terre. Il subsiste encore quelques anciens puits de mine et des terrils. En 1976 la dernière fosse en activité à Liévin, la fosse 3 où 42 mineurs ont été envoyés à la mort le 27 décembre 1974, a fermé.

Aujourd'hui un seul puits est en activité sur la circonscription : le 7 d'Avion qui emploie 2 000 mineurs et prévoit l'extinction complète du bassin en 85. Par contre le Pas-de-Calais compte 35 900 chômeurs dont 9 000 pour Lens-Liévin. La moitié des chômeurs ont moins de 25 ans. Les usines créées dans le cadre de la reconversion minière ont duré 5 ans, le temps pour les patrons d'empocher les primes de reconversion et d'être exonérés de patente par les municipalités ; Intissel-Cursel à Liévin a fermé en 75 et à la Sabes comme à Europate, «l'usine des jeunes», on parle de licenciements.

Les forces de droite sont quasi absentes du terrain et recueillent moins de 20 % des voix qu'elles abandonnent à un PS héritier de la vieille SFIO.

Dans la circonscription, ces rescapés de la vague social-démocrate Guy Mollet, se sont glissés au pouvoir, alors même que la ligne de Thorez s'imposant à la tête du PCF, privait les travailleurs de toute perspective révolutionnaire. C'est FO qui, prenant du poil de la bête après les grandes grèves des mineurs de 47 et 48 leur a servi de marche-pied et de bases.

Aujourd'hui la politique du PS en la personne du député maire Henri Darras, se résume à étouffer toute vie politique d'un côté en faisant «du social» (écoles, piscine, foyers du 3<sup>e</sup> âge, parcs...) et de l'autre en encadrant toute la vie de la population par de multiples «sociétés» (supporters du RCL, couloigneux, boulistes, clubs de belote...), toutes solidement tenues en main par lui. Toute mobilisation de la population en dehors de son contrôle déchaîne une campagne de mensonges et de pressions de la part du PS, comme on a pu le voir par exemple, au moment de la catastrophe de Liévin, contre la mobilisation des mineurs et des familles des

victimes. Récemment encore : J. Lacaze animait la demande de l'Association des parents d'élèves de l'école de Calonne une conférence sur la santé et l'alimentation des enfants. La municipalité n'était pas invitée, mais les 2 principaux adjoints de Darras ont pointé leur nez. Et le surlendemain, on pouvait lire dans Nord-Matin, le journal du PS, un article à la gloire de Darras intitulé : «L'hygiène et l'alimentation de l'enfant : préoccupation de la municipalité» !

Le parti de M. Marchais s'accroche à des municipalités comme Avion grâce à de vieux militants connus pour leur passé de luttes comme Letoquart, mais ils sont absents eux-aussi de la vie politique, sauf en période électorale. Ils maintiennent leur influence grâce :

— Aux délégués mineurs et aux permanences syndicales et juridiques.  
— Aux Coopératives de consommation du Pays minier.  
— A la «Tribune des mineurs», journal de la CGT.

Le PCF entretient la passivité et la résignation. Après la catastrophe de Liévin, il a appelé au deuil, et non à la grève, en disant qu'il fallait «faire confiance à la justice». Ce parti qui aujourd'hui, parle tant de démocratie, n'hésite pas, par l'intermédiaire du délégué CGT dans la fosse 7, à faire intervenir les flics chaque fois qu'il y a une diffusion de tracts révolutionnaires à la fosse. Dans la CGT, le PCF n'engage pas la lutte contre les Houillères. Au contraire, ses militants participent directement à la gestion, dans le conseil d'administration ou dans les commissions qui décident des taux de silicose. Jacqueline Poly, leur candidate, aura peu de chances face à Darras. Le candidat RPR, Delaby, en aura encore moins.

Les Houillères possèdent un immense parc de maisons : leurs habitants sont les principaux contribuables des municipalités, ce qui permet au PS et PC d'entreprendre quelques réalisations sans trop augmenter les impôts locaux. C'est justement sur le problème des maisons, que les travailleurs affrontent les Houillères. En effet, les Houillères rénovent une petite partie de ces logements construits, pour beaucoup, au lendemain de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale. Les travaux se font dans des mauvaises conditions (poussière, boue). Et surtout, ils ne tiennent pas compte des travaux déjà effectués par les mineurs, ni de leurs désirs.

L'exemple type est la démolition d'une

belle salle de bain installée par le mineur pour la salle de bain standard imposée par les Houillères !

L'aspiration au changement est partout présente et sur tous les sujets. Ce que veulent les mineurs, les travailleurs, leur famille, c'est du travail pour leurs enfants, c'est la sécurité dans le travail, la fin du travail au rendement, une médecine à leur service, des logements confortables aménagés selon leurs désirs. Ces aspirations se sont particulièrement exprimées dans la Commission populaire d'Enquête et au Tribunal populaire de Liévin.

Toutes les semaines au moins, dans les cités, une famille bordée de noir nous apprend le décès «d'un retraité des mines, silicosé à 100 %». Le plus souvent, il avait 50 ans. Il avait été contraint en 1945 de «retrousser ses manches» et de faire du charbon dans les pires conditions, alors qu'il avait connu l'occupation et la lutte.

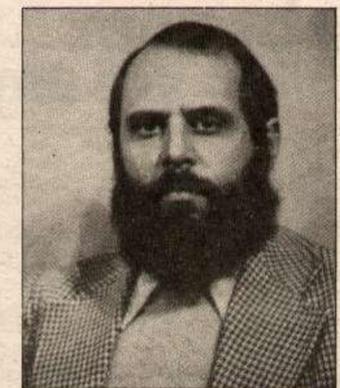
Aujourd'hui les travailleurs ne veulent plus entendre Thorez un soit-disant «fils du peuple» prendre position pour un porion ancien collabo contre un délégué mineur ancien résistant qui défend ses camarades. Ils ne veulent plus que leur syndicat soit appelé par ce même Maurice Thorez à restreindre les billets de malade.

Ils sont décidés à ne plus se laisser barrer par des promesses mensongères.

La fosse 3 de Liévin où, le 27 décembre 1974, 42 mineurs étaient envoyés à la mort par les Houillères



Pas de Calais (12<sup>e</sup> circonscription)



**Jacques LACAZE**  
Médecin

36 ans, médecin salarié par la sécurité sociale dans les mines, exerçant dans les coronas de Liévin et Avion. Il habite avec sa famille dans une maison de mineur en plein cœur du coron de Calonne à Liévin. Contrairement à certains médecins, qui n'ont pour les mineurs et leur famille que mépris, il a su s'attirer la confiance et l'amitié de nombreuses familles qui reconnaissent en lui un médecin au service du peuple.

Dès l'âge de 14 ans il rejoint le combat des J.C. Il participe au combat anti-fasciste contre l'OAS. Il a mené la lutte contre la ligne révisionniste dans le PCF en 1964 et rejoint le mouvement révolutionnaire. Il participe à la création d'un comité de soutien à la lutte du peuple vietnamien.

En 1963 à Lens il participe au soutien aux grandes grèves des mineurs. En 1968 il dirige un groupe d'étudiants de Lille qui ont organisé avec des femmes de mineurs en grève et sous leur direction des garderies d'enfants à Pecquencourt dans le Nord pour permettre aux mineurs et à leur femme de participer plus complètement à la lutte.

En 1970-71 il participe au Tribunal populaire de Lens après la catastrophe qui fit 16 morts à Fouquières.

Il rejoint le PCR dès sa fondation en mars 74 ; puis préside la commission populaire d'enquête constituée pour faire la vérité sur la catastrophe qui fit 42 morts le 27 décembre 1974 à la fosse 3 de Lens à Liévin.

Il préside le Tribunal populaire de Liévin le 22 mars 75 où plusieurs milliers de personnes accusent la responsabilité des Houillères.

Suppléante **Martine BARROSO**  
Enseignante

Martine Barroso professeur au CES Descartes-Montaigne de Liévin.

**abonnez-vous**  
**abonnez vos amis**



**LA CARTE D'ABONNE AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT**

**A un abonnement à :**

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCR ml.
- Pékin Information.
- La Chine en construction, Réception du Manifeste pour le Socialisme.

**et à un livre ou un disque au choix :**

- Le tome V de Mao Tsé-toung.
- Ou parmi les livres :
  - Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communard (Paule Lejeune)
  - + La Commune en bandes dessinées
  - Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
  - Ma plume au service du prolétariat (Haoran).
  - Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFDT, CGT, FEN).
  - La Commune de Paris (Lissagaray).
  - La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
  - L'usine de la peur (Daniel Bouvet)
  - Salaire aux pièces
  - L'électro-nucléaire. (CFDT)
  - Nucléaire, danger immédiat.
  - Les écoles rurales, quel avenir ?

**Parmi les disques :**

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- Viva la Vida, Carlos Andreou.
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline.
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : Checca  Chile  Resistencia
- Naussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants.
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

**Sur présentation de la carte «abonné-ami» du Quotidien du Peuple**

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Nom (en capitales) .....  
Prénom .....  
Ville .....

Date :

- Abonnement normal 350 F
- Abonnement de soutien 600 F
- ... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.  
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

**INTERNATIONAL**

Selon un rapport d'un adjoint de Nixon

**L'URSS S'APPRÊTAIT À AGRESSER LA CHINE FIN 1970**

Selon Bob Haldemann, l'un des principaux adjoints de Nixon et son homme de main dans le cambriolage du Watergate, les Soviétiques ont préparé une attaque de grande ampleur contre la Chine dans les dernières semaines de 1970.

«Kissinger s'attendait que les Soviétiques attaquaient la Chine vers le 15 avril... Les Soviétiques avaient mis en place à trois kilomètres de la frontière des divisions disposant d'armes nucléaires, ce dont témoignaient nos sources de renseignements. Des photos aériennes me dit-on révélaient un ensemble assez inquiétant : seize cents engins à tête nucléaire, dix huit mille tentes montées en une nuit par trois mètres de neige.

Dans le courant de l'année 1969, à trois reprises les Soviétiques tentèrent auprès des Etats-Unis des ouvertures pour qu'ils se joignent à eux dans cette aventure. Nixon les repoussa mais apprit par la suite que les Soviétiques n'en étaient pas moins décidés à aller de l'avant tout seuls.

Les Soviétiques ont démenti avec la plus grande vigueur en traitant ces révélations, contenues dans les mémoires de Bob Haldemann, de «mensonges», les mémoires de Kissinger et plus encore les archives du département d'Etat lors de leur publication pourront confirmer la validité de ces révélations.

Mais elles sont très cohérentes avec ce que

nous connaissons de la politique soviétique et donnent un éclairage particulièrement net des événements de ces années. En 1969, en attaquant sur le fleuve Oussouri les Soviétiques avaient dévoilé leur agressivité à l'égard de la Chine. La riposte populaire chinoise leur avait montré que toute attaque rencontrait une résistance vive.

Sur le plan idéologique, les Soviétiques lançaient une campagne raciste sur le «péril jaune» représenté par les chinois. Sur le plan diplomatique les Soviétiques essayaient de mettre sur pied un pacte de sécurité collective en Asie sous leur égide dont l'un des buts était d'isoler la Chine, l'autre d'engager certains pays notamment l'Inde dans une agression contre elle. A cette époque l'é-

crasement de la Chine était un des objectifs de l'URSS. La riposte chinoise, l'échec de son pacte de sécurité collective l'en ont empêché. Les révélations d'Haldemann coïncident avec ce que nous savons de la politique soviétique. Ce qu'elles précèdent c'est l'ampleur des moyens mis en œuvre. C'est également l'agressivité de la nouvelle superpuissance ; les USA avaient renoncé à une attaque nucléaire contre la Chine, contre ses installations nucléaires parce que ce ne pouvait être une opération limitée. Les Russes ont repris le plan là où les USA l'avaient laissé et en ont poussé la préparation bien plus loin que les USA ne l'avaient jamais fait.

Grégoire CARRAT

**En bref...En bref...En bref...En bref...**

**Communiqués**

**«Nucléaire, danger immédiat» projeté en Lorraine**

Les deux films de Poljinski, «Nucléaire, danger immédiat» et «Malville, état de siège» seront projetés :

- le 22 février à Serenange
- le 23 à Obernaunen
- le 24 à Thionville, à 20 h 30, salle du Beffroi.

**Deux spectacles à «La souris papivore»**

Au 3, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, «La souris papivore» organise deux spectacles chaque soir : à 21 h, théâtre : «La dame au bidule», d'après le livre édité par La librairie des femmes ; à 22 h 30, musique, cajun en particulier.

**Radio «onz' débrouille» tous les soirs**

Reçue dans tout le centre de Paris, Radio «Onz' débrouille» diffuse désormais sur 102 MHz, tous les soirs à partir de 23 h une émission de 15 minutes : spectacles du quartier, petites annonces du quartier, musique... Le dimanche matin, à 10 h, émission plus longue. Les débrouilleurs seront bientôt saturés...

**Procès dans l'Oise : le viol qui a tué**

Jean Emile Allain, sous-officier de carrière a préféré accuser ceux qui ne pouvaient pas répondre, mardi, devant les Assises de l'Oise. Les faits font irrésistiblement penser au film «l'Amour violé» : le sergent de l'infanterie de marine et deux copains prennent en chasse, en voiture, un couple de jeunes gens en moto. Martine Millot est enlevée, alors que son mari est tabassé. La jeune femme se débat dans la voiture. Le conducteur en perd le contrôle, et c'est l'accident. On devait retirer de la feraille trois morts, dont Martine Maillot, tuée à 23 ans pour avoir résisté à une bande de violeurs. A entendre le sergent, qui était le plus âgé du groupe, et dont le passé à Djibouti n'était pas particulièrement reluisant, ce sont les morts qui ont tout fait...

Il a été condamné à cinq ans de prison ferme. Le procureur avait requis 20 ans de prison.

**Le PDG parachutiste fait le coup de feu**

Alain Belval, ancien adjudant-chef de parachutiste rayé des effectifs voulait continuer dans le métier. Il avait monté une florissante société de surveillance, avec chiens policiers et gros bras, dans l'Oise. Participant à une dispute dans un café, il avait tiré au fusil de chasse sur trois ouvriers. Il a été écroué.

**Pour la bataille politique de 78**

**ABONNEZ VOUS AU QUOTIDIEN DU PEUPLE**

6 mois..... 180 F

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## PROGRAMME TÉLÉ

### Mardi 21 février

#### TF 1

18 h 00 - A la bonne heure  
18 h 25 - Pour les jeunes  
18 h 55 - La passagère  
19 h 10 - Une minute pour les femmes  
19 h 40 - Eh bien raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Spécial événement  
21 h 45 - Les halles, la Marne et le Canotier. Variétés  
23 h 15 - Journal et fin

#### A 2

17 h 55 - Fenêtre sur...  
18 h 25 - Isabelle et ses amis  
18 h 40 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Les six jours d'antenne 2  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Les dossiers de l'écran. Le triangle des Bermudes. Film américain.  
23 h 30 - Journal et fin

#### FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Scènes de la vie de province  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Croc-blanc. Film italo-hispano-Français  
22 h 10 - Journal  
22 h 25 - Réussite. Citroën, portrait d'une entreprise de points

## Mercredi 22 février

#### TF 1

18 h 10 - A la bonne heure  
18 h 25 - Pour les jeunes  
18 h 55 - La passagère  
19 h 10 - Une minute pour les femmes  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Eh bien raconte  
19 h 55 - Tirage du loto  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Les jeunes filles. Film TV en 2 épisodes  
22 h 00 - Titre courant  
22 h 15 - L'adaptation  
23 h 15 - Journal et fin

#### A 2

18 h 25 - Isabelle et ses amis  
18 h 40 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Cartes sur table  
21 h 40 - L'art sur le vif. L'art et l'argent  
22 h 35 - Journal et fin

#### FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Scènes de la vie de province  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Casque d'or  
22 h 05 - Journal  
22 h 20 - Ciné-regards

## LIRE

# l'affaire croissant

## mouvement d'action judiciaire

cahiers libres 340 François Maspéro

Depuis le 16 novembre 1977, date à laquelle les policiers chargés de veiller au bon déroulement de l'enlèvement de Klaus Croissant, à la prison de la Santé, chargeaient les avocats français en leur disant : « Vous, les avocats, vous n'êtes plus rien, vous êtes de la merde », les inquiétudes de l'avocat allemand ont pris toute leur signification. Dans la cellule de prison, on ne tardait pas à trouver des lames de rasoir. « Si on devait entendre de ma mort dans une prison allemande, cela ne serait jamais un suicide. Ne croyez pas aux mensonges des assassins », écrivait-il de sa prison, à quelques heures de son extradition, dans une lettre présentée en page de garde du dossier.

Le MAJ y a rassemblé tous les éléments juridiques de ce qui est devenu en France, l'affaire Croissant. Depuis le télégramme d'Interpol Wiesbaden à Interpol Paris délivrant le premier mandat d'arrêt,

jusqu'au réquisitoire scandaleux prononcé par le procureur général Sadon, dans lequel, tout en répétant constamment aux magistrats de la chambre d'accusation qu'ils n'ont pas à se prononcer sur le bien fondé des accusations portées par la justice allemande, le représentant de Peyrefitte reprend en bloc la thèse allemande de l'avocat des terroristes qui devient avocat-terroriste. La lecture des mémoires rédigés par les avocats de Croissant, démolissant point par point l'argumentation du procureur général, et montrant sans ambiguïté la portée politique de la demande allemande, justifie pleinement le terme de « forfaiture » employé par le MAJ après l'exécution précipitée d'un arrêt qui a mis mal à l'aise la chambre d'accusation.

Ceci suffirait à souligner l'intérêt du dossier. D'autres documents ajoutent à son utilité : la succession des lois qui, depuis les interdictions professionnelles jusqu'à cet arsenal qui

Paris, le 16 novembre 1977  
Face au danger d'être extradé à la République Fédérale d'Allemagne et d'être incarcéré dans une des prisons de cet État,

je déclare :

quoique je connais la procédure spéciale de détention réservée aux prisonniers politiques en RFA, dotée à mon avis de garanties psychiques et physiques, et d'autant plus leur identité politique,

je ne vois jamais aucune fin à un acte par suicide.

Si on obtenait entendre de ma mort dans une prison allemande, cela ne sera jamais un suicide. Ne croyez pas aux mensonges des assassins.

Maison d'arrêt de la Santé,

le 16 nov. 1977

Klaus Croissant

a aboutit, avant même le vote des « lois anti-terroristes », à la négation pure et simple des droits de la défense en RFA, au point qu'il devient presque impossible en Allemagne de trouver des avocats acceptant, ou même pouvant assurer la défense d'accusés politiques. L'écho rencontré en France par l'évolution du système judiciaire allemand rend la lecture de ces décrets d'autant plus inquiétante : « Ce n'est pas pour de simples raisons économiques (taux de croissance et d'inflation...) que le « modèle » allemand est un modèle pour la classe dominante, c'est aussi pour des raisons d'efficacité politique : mise au pas des fonctionnaires,

délégation généralisée, atteintes aux droits de la défense », dit le MAJ, ce en quoi nous le suivrons, en ajoutant que c'est aussi un modèle pour Giscard d'union de tous les partis bourgeois pour le maintien de « l'ordre démocratique », selon l'expression allemande.

Dossier complet, tranchant avec les flots d'invectives entendus et lus au moment de l'extradition, « l'affaire Croissant », se veut aussi un instrument de lutte, pour la vie et la liberté de Klaus Croissant, à l'approche du procès de l'avocat.

E. BREHAT

# Et l'acier fut trempé

72<sup>e</sup> épisode

Pavel Kortchagine, qui nourrissait une certaine amitié pour Rita, la trouve chez elle avec David Oustinovitch.

Peu d'audacieux se seraient aventurés, la nuit, dans ce quartier déserté, où chaque recoin recéléait une menace muette. Souvent, une détonation claquait, sonore, comme un coup de marteau sur une plaque de tôle. Une gorge se noyait dans son propre sang. Et quand accourait une poignée d'agents des postes de police voisins (impossible d'envoyer un homme seul) ils ne trouvaient rien d'autre qu'un cadavre recroquevillé. La pègre avait fui le lieu du crime, et le bruit avait balayé en coup de vent tous les habitants nocturnes du quartier. A quelques pas de là, la rue et le trottoir ruisselaient de lumière devant le cinéma « Orion ». La foule s'y pressait.

L'appareil de projection cliquetait dans la salle. Des amants infortunés s'entretenaient sur l'écran et les spectateurs ponctuèrent de cris sauvages les interruptions du film. Dans le centre comme dans les faubourgs, la vie ne semblait pas dévier de son cours normal. Même au comité provincial du Parti, cerveau du pouvoir révolutionnaire, tout se déroulait comme à l'ordinaire. Mais ce calme n'était qu'apparent.

La tempête couvait dans la ville.

La plupart de ceux qui pénétraient de toutes parts dans la ville, dissimulant maladroitement

Extraits

Nicolas OSTRÓVSKI

un fusil de guerre sous une blouse de paysan, savaient qu'elle approchait. Et aussi ceux qui, déguisés en trafiquants, arrivaient sur les toits des wagons et portaient leurs sacs, non au marché, mais à des rues et des maisons inscrites dans leur mémoire.

Ceux-là le savaient, mais les quartiers ouvriers, et même les bolchéviks, ne soupçonnaient pas la proximité de l'orage.

Seuls, cinq bolchéviks de la ville étaient au courant de ces préparatifs.

Les pétliouriens rescapés, chassés jusqu'en Pologne blanche par l'Armée Rouge, se préparaient, en collaboration étroite avec les missions militaires étrangères de Varsovie, à participer à l'insurrection projetée.

Un groupe mobile, destiné à un raid foudroyant, avait été constitué en secret avec ce qui restait des régiments pétliouriens.

Le comité central insurrectionnel possédait une organisation également à Chépétovka. Elle comprenait quarante-sept hommes, pour la plupart des anciens contre-révolutionnaires actifs, laissés en liberté par la trop confiante Tchéka locale.

Elle avait à sa tête le pope Vassili, le sous-lieutenant Vinnik, l'officier pétliourien Kouzmenko. Les filles du pope, le frère et le père de Vinnik, ainsi qu'un certain Samotyia, qui avait réussi à se faire employer par le Comité exécutif du soviet local, collectaient des renseignements.

La nuit de l'insurrection, il était prévu de faire

sauter à la grenade le Service spécial de la frontière, d'ouvrir les portes des prisons et, si possible, d'occuper la gare.

Quant à la grande ville, centre de l'insurrection projetée, des officiers s'y rassemblaient dans le plus profond secret, tandis que les groupes de bandits se concentraient dans les forêts voisines. De là, des hommes de confiance assuraient la liaison avec la Roumanie et avec Pétlioura lui-même.

Depuis six jours et six nuits, le matelot, chef du Service spécial, ne dormait plus. Il faisait partie des cinq bolchéviks qui savaient. Fédor Joukhraï éprouvait l'impression du chasseur qui a dépiqué le fauve au moment où celui-ci s'apprête à bondir.

Impossible de crier, de proclamer l'alerte. La bête sanguinaire doit être abattue. C'est alors seulement qu'il sera possible de travailler paisiblement, sans se méfier du moindre buisson. Surtout, ne pas donner l'éveil au fauve. Dans ce combat mortel, la victoire n'est assurée que par le sang-froid du chasseur et la vigueur de son bras.

Le moment d'agir approchait.

Quelque part au cœur de la ville, dans le dédale des « planques » et des rencontres clandestines, on décida que ce serait pour le lendemain soir.

Les cinq bolchéviks qui savaient prirent les devants. Non, ce soir même.

Le train blindé quitta le dépôt dans la soirée, sans bruit, sans coups de sifflet, et l'énorme portail se referma derrière lui dans le même silence.

A SUIVRE

# ELECTIONS SYNDICALES EN ESPAGNE (2)

● Quelle sera demain la physionomie des syndicats espagnols ? Si tous concordent dans la dénonciation du syndicalisme jaune fabriqué par le gouvernement, les désaccords et les clivages idéologiques restent nombreux : sur le comportement face au Pacte social de la Moncloa, qui impose l'austérité aux travailleurs, sur la nature des liens entre syndicat et parti, sur la conception de la démocratie syndicale.

Nous avons interrogé des responsables des principaux syndicats engagés dans la bataille actuelle. En fait, deux camps se dessinent très nettement : réformiste-révissionniste, et révolutionnaire.

— QdP : Quels sont pour l'instant les résultats des élections ?

## UNE POSITION MAJORITAIRE DANS LE PAYS

— CCOO : Nous avons une position majoritaire à l'échelle du pays, avec environ 52 % des votes. C'est à Madrid, au Pays valencien, en Catalogne et en Andalousie que nous avons enregistré nos meilleurs résultats, et ce sont dans les entreprises de taille moyenne que l'écart entre l'UGT et nous est le plus net en notre faveur.

— QdP : Sur quels thèmes avez-vous fait votre campagne ?

— CCOO : Sur notre pratique et notre histoire. Nous considérons que la pluralité syndicale est une situation négative. Aussi luttons-nous pour l'unité et la liberté syndicale. Il faut que la démocratie entre dans les usines et ne reste pas seulement au niveau des partis et du parlement.

— QdP : Quel doit être, selon vous, l'organisme le plus important de la vie syndicale ?

— CCOO : L'assemblée est l'organe maximum. Il faut s'y référer. Il faudra prévoir qu'il y ait un droit de contrôle et qu'il puisse révoquer les délégués. Quant à la fréquence des réunions, cela varie beaucoup d'une usine à l'autre.

Nous menons également le débat contre le projet de décret du gouvernement sur l'activité syndicale. C'est un décret très ambigu et qui contient des aspects régressifs par rapport à la pratique actuelle et par rapport à ce qui se fait dans les pays européens, sur le droit syndical dans l'entreprise.

## L'ESPRIT DU PACTE EST POSITIF

— QdP : Quel est l'état de vos relations avec les autres centrales syndicales ?

— CCOO : A terme, il faudra arriver à une grande

centrale pluraliste, avec droit de tendances et, en attendant, fortifier l'unité sur les lieux de travail et renforcer les liens, surtout, avec l'UGT.

— QdP : Cependant, à plusieurs reprises, on vous a vus négocier avec l'UGT et le gouvernement, tentant ainsi de marginaliser les autres centrales.

— CCOO : Nous avons été appelés directement par le gouvernement. Nous n'allions pas mettre des conditions pour négocier !

— QdP : Quelle est votre position actuelle sur le Pacte de la Moncloa ?

— CCOO : L'esprit du Pacte est positif et il continue à être un cadre de référence. Cependant, le gouvernement a fait un virage à droite et il y a des violations systématiques du Pacte : par exemple avec la spoliation du patrimoine syndical et la hausse de la cotisation pour la Sécurité Sociale, qui re-

## Interview de José Torres

(secrétariat confédéral des Commissions Ouvrières)

# «LES FRERES ENNEMIS»

présente maintenant plus de 24 % du salaire... Alors que nous, nous avons accepté d'auto-limiter nos revendications, nos possibilités de luttes. Mais si cela continue, nous ne resterons pas les bras croisés. Nous userons de tous les moyens !

## NOUS ENVERRONS DES TÉLÉGRAMMES

— QdP : C'est-à-dire ? Un mouvement national ?

— CCOO : Nous exprimerons des protestations, nous enverrons des lettres, des télégrammes au chef du gouvernement et nous nous mettrons d'accord avec l'UGT. On ne peut pas faire de grève nationale pour cela simplement.

— QdP : L'UGT vous accuse de cacher votre drapeau, qu'en pensez-vous ?

— CCOO : Les Commissions Ouvrières n'ont ja-

mais nié que 9 % de leurs adhérents étaient du PC.

— QdP : Le pourcentage est nettement plus élevé au niveau dirigeant !

— CCOO : C'est normal, ce sont les cadres les mieux préparés... D'ailleurs, nous ne voulons pas que les Commissions ouvrières soient une courroie de transmissions du Parti communiste. Cela ne correspond pas à notre conception du syndicalisme. Et comment se fait-il que les socialistes, qui ont fait plus de voix que nous aux dernières élections, soient battus dans les élections syndicales ? C'est que des gens qui ont voté pour eux ont plus confiance en nous pour les questions syndicales.

## «ARRIVER AUX CENTRES DE DÉCISION ÉCONOMIQUE»

— QdP : Comment expliquez-vous aux travail-

leurs votre politique de Pacte social ?

— CCOO : Les travailleurs espagnols sont responsables et savent qu'avec un million de chômeurs, tout n'est pas possible. En échange de l'auto-limitation des revendications, le Pacte ouvre les portes de la démocratie politique, économique et sociale. Il permet notre présence et notre contrôle dans les entreprises publiques, dans les contrats collectifs. Il nous permet d'arriver aux centres de décision économique, de peser sur les restructurations, et l'assainissement de l'économie, de contrôler les indices des prix à la consommation, les investissements, les livres de comptes des entreprises.

Le fait de parler clairement aux travailleurs et d'apparaître comme responsables nous est favorable. Nous sommes optimistes...

## La clarté du langage et le langage des faits

Le langage des deux grandes centrales syndicales est particulièrement clair, surtout celui des Commissions Ouvrières. De fait, aucune lutte d'envergure nationale n'a été impulsée par elles, contre le Plan d'austérité de la Moncloa. Les luttes locales, déclenchées malgré elles, ont été ou désavouées comme aux Postes, ou bradées par des négociations en marge des travailleurs.

Aucune contrepartie politique ne peut faire accepter à la classe ouvrière les plans d'exploitation, de misère et de chômage mis en place par la bourgeoisie pour sortir de la crise.

Ces soi-disant contreparties servent exclusivement les intérêts d'appareil de parti et de syndicats et permettent notamment aux révissionnistes de prendre pied dans l'appareil d'Etat, selon une tactique de «grignotage». Elles se situent dans le cadre d'un système démocratique bourgeois dont elles acceptent les règles.

Entre l'ambiguïté de ceux qui disent qu'ils ne sont pas liés par le Pacte de la Moncloa, mais qu'ils acceptent le principe d'un accord entre partis, et ceux qui affirment que l'esprit du Pacte est positif, il n'y a pas à choisir : c'est la même pratique de collaboration de classes, avec des arrières-plans politiques et idéologiques différents. Quant au «virage à droite» du gouvernement Suarez, il faut rappeler quels étaient ses objectifs : obtenir, à tout prix, la paix sociale, éviter tout mouvement généralisé. Pour le reste, la cohérence de sa politique est au contraire remarquable :

— annonce du blocage des salaires à 20 % d'augmentation et des prix, mais augmentation du tarif des transports de 33 % à Madrid par exemple.

— Annonce que des élections syndicales auraient lieu, mais multiplication des obstacles à leur déroulement et appropriation du patrimoine syndical.

— Relèvement des tarifs de Sécurité Sociale, en déduction des augmentations de salaires autorisées.

— Projet de la loi sur la liberté de licenciement.

Le virage à droite, ce n'est pas Suarez qui l'a pris !

## Interview de Fernando Bellon

(Responsable de l'UGT)

# «UN GRAND SYNDICAT RESPONSABLE»

— QdP : Quels sont les premiers résultats des élections et dans quels secteurs êtes-vous le mieux représentés ?

— UGT : A la mi-février, sur 32 700 postes de délégués pourvus, l'UGT en a remporté plus de 15 000, les Commissions ouvrières 9 474. Il y a près de 4 000 élus indépendants, ou syndicats de cadres. C'est parmi le collège des ouvriers que nous obtenons le plus de voix, et non chez les techniciens et les administratifs.

— QdP : Sur quels thèmes avez-vous organisé la campagne de l'UGT ?

— UGT : D'abord sur le fait que l'UGT est historiquement la première organisation syndicale que se donnaient les travailleurs, en 1898, et qu'elle est la garante de la liberté syndicale.

Les objectifs plus immédiats sont la construction d'un grand syndicat organisé et responsable, d'un syndicat démocratique avec la participation de tous les travailleurs à la

définition de leurs objectifs.

— QdP : Quelle est la structure syndicale qui vous paraît la plus importante ?

## «NOUS NE NOUS CONSIDÉRONS PAS LIÉS PAR LE PACTE», MAIS...

— UGT : A l'heure actuelle dans les grandes entreprises, les négociations devraient se faire avec les sections syndicales, et dans les petites avec le Comité d'entreprise. Il faut que la section syndicale puisse aussi jouer son rôle dans le Comité d'Entreprise qui rassemble tous les travailleurs élus.

— QdP : Quelle est votre position sur le Pacte de la Moncloa ?

— UGT : Nous n'avons pas participé à son élaboration et nous ne l'avons pas signé. Mais nous acceptons qu'il y ait un accord entre les partis politiques pour sortir le pays de la crise. Nous

disons non au Pacte social, à la réduction des effectifs dans les entreprises. Nous ne nous considérons pas liés au Pacte social.

## C'EST LE PSOE NOTRE COURROIE DE TRANSMISSION !

— QdP : Quelle est la nature de vos relations avec le PSOE ?

— UGT : Elles sont très bonnes. Dans la pratique, il n'y a pas d'incompatibilité entre les responsabilités syndicales et les responsabilités au PSOE. Je dirais même que ce n'est pas nous qui sommes la courroie de transmission du PSOE, mais que c'est le PSOE qui est notre courroie de transmission.

— QdP : les élections actuelles vous mettent directement en concurrence avec les Commissions Ouvrières. Quels sont vos rapports en ce moment ?

— UGT : Il y a eu, avant les élections, un accord

entre nous pour éviter de graves affrontements. Il n'y en a pas.

— QdP : Cependant, cette concurrence doit être certainement un peu conflictuelle ?

— UGT : Par exemple sur la question des chiffres, qui sont assez confus, les Commissions ouvrières ont voulu comptabiliser dans les résultats, des votes qui avaient eu lieu il y a 6, 8 mois ou un an. Cela n'est pas correct : c'est de la manipulation de chiffres... Et puis pourquoi les Commissions ouvrières cachent-elles leur drapeau ? Nous, nous disons clairement que nous sommes socialistes.

— QdP : Dans ces conditions, comment se pose la question de l'unité syndicale ?

— UGT : Contrairement aux Commissions, nous avons toujours dit que ce ne pouvait être un but, mais seulement un moyen pour obtenir des revendications